souffles

REVUE CULTURELLE ARABE DU MAGHREB





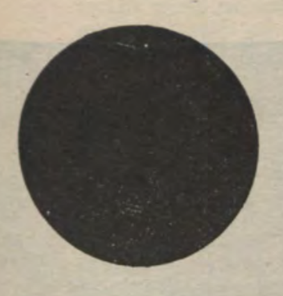
VERS UNE SOLUTION DEMOCRATIQUE DU PROBLEME PALESTINIEN





le rôle des banques étrangères au Maroc - les aboutissements du Plan Rogers - coopération et impérialisme - dictature et démocratie la Bolivie entre les révolutions

N° 22
2 DH





SOUFFLES : revue culturelle arabe du maghreb
(6 numéros par an)

Siège social : 4, avenue Pasteur - Rabat - Maroc
C. C. P. : 989.79 - Téphone : 235-92

Responsable : Abdellatif Laâbi

Sommaire

numéro 22. Novembre - décembre 1971

impression : imprimerie Toumi - rabat

Les mineurs de Khouribga à l'avant-garde du combat national (V. Page 9)

AVANT – PROPOS

SOUFFLES reparaît aujourd'hui après quelques mois d'interruption dus aux difficultés matérielles que nous exposons dans notre "appel pour un fonds de soutien" de la revue. Cette interruption, nous l'avons mise à profit pour réfléchir sur l'ensemble de l'entreprise et pour préciser davantage, en fonction des réalités nouvelles nationales et arabes, le rôle que SOUFFLES peut remplir.

Il est certain qu'une des graves ambiguïtés qui pesait sur notre expérience dès le départ, et qui devenait de plus en plus insoutenable au fur et à mesure que la revue s'engageait dans un combat plus large que celui de la culture, s'exprimait dans le fait que, tout en prenant position aux avant-postes de la lutte anti-impérialiste sur les plans idéologique et culturel, nous tombions du simple fait d'exprimer ce combat en langue étrangère sous le coup de la contradiction la plus flagrante. Nous le disions bien (mais en le contredisant dans les faits) que le combat contre la culture impérialiste et bourgeoise au Maroc et dans le reste du Maghreb passe inéluctablement et obligatoirement par la reprise en main de notre culture, ce qui n'est possible en définitive que par la suppression de l'aliénation fondamentale à savoir l'aliénation linguistique.

Aujourd'hui plus que jamais, et concernant un pays comme le nôtre dont le destin historique, le destin de lutte et de libération sont indéfectiblement liés à ceux de l'ensemble de la nation arabe, la lutte contre la francophonie impérialiste, l'usage de la langue arabe dans tous les domaines de la réflexion et de l'expression est une des conditions fondamentales de notre désaliénation et de notre engagement véritable dans le combat libérateur.

C'est pour cela que nous n'avions pas attendu d'aboutir inconsciemment au cul-de-sac inévitable et à ses conséquences désastreuses, qu'elles soient l'aphasie ou la complaisance et la mauvaise foi. Nous avons œuvré de longue date pour que cette ambiguïté soit supprimée et la seule voie était de réaliser un instrument d'expression et de lutte en langue arabe.

Aujourd'hui cet outil existe: "Anfas" a vu le jour en mai dernier. Par sa périodicité (mensuelle) par son contenu (centré davantage sur les réalités nationales et arabes), par son style (plus accessible) et partant, par le public plus vaste qu'elle touche, "Anfas" remplit à nos yeux plei-

nement son rôle dans le combat national en même temps que dans la confrontation et le dialogue entre la pensée progressiste marocaine et le mouvement de libération et de lutte sociale dans les autres pays arabes.

On nous dira alors pourquoi une revue en langue française ? Nous répondrons sans toutefois entrer dans le détail, que SOUFFLES ne compte pas faire double emploi avec "Anfas" et ne saurait se substituer en aucun cas à la revue en langue arabe pour les mêmes objectifs. C'est dire que le rôle de SOUFFLES est d'abord plus modeste sans toutefois être négléegeable.

SOUFFLES s'adressera d'une part à ceux de nos intellectuels nationaux qui, de par leur formation ou de par leurs complexes vis-à-vis de culture occidentale, ne lisent pas l'arabe. Notre but est de porter avec vigueur dans ces milieux le combat idéologique nécessaire et de les amener à découvrir la vitalité et la rigueur de la pensée marocaine et arabe progressiste qui s'exprime dans la langue arabe et par là même inviter ceux qui n'ont pas totalement sombré dans la dépersonnalisation à voir en face leurs contradictions et la nécessité de leur propre reconversion.

SOUFFLES s'adressera d'autre part à l'opinion progressiste étrangère, essentiellement occidentale. Nous pensons en effet que, par notre position géographique, par nos possibilités linguistiques, nous avons le devoir d'éclairer et d'informer la frange de cette opinion qui s'est rangée en maintes occasions aux côtés des peuples arabes et qui a soutenu leur cause. Dans ce sens, nous pensons que cette cause sera d'autant plus soutenue si l'opinion dont nous parlons est informée de l'intérieur des réalités des peuples arabes et de la réflexion des militants progressistes arabes sur ces réalités.

Certes, bien des organes de presse progressistes en France et ailleurs se sont fait, surtout depuis quelques années, les témoins de cette réalité et de cette pensée. Mais le fait est que ces témoignages proviennent la plupart du temps de journalistes professionnels et de militants résidant en dehors du monde arabe.

Reste cette pensée qui s'exprime à l'ntérieur, proclamée dans la presse arabe ou non. Restent aussi et surtout les textes fondamentaux des organisations révolutionnaires arabes (Palestine - Dhofar - Erythrée, etc...) qui sont rarement traduits en langues étrangères malgré leur importance.

Nous nous proposons de faire un travail continu de traduction afin que ces textes atteignent le maximum d'efficacité.

De ces quelques indications, il ressort que SOUFFLES n'est plus une revue d'expression en langue française, une sorte de tribune progressiste mais tribune forcée de la francophonie, mais une revue de liaison et d'information, l'usage du français prenant alors un statut pratique et objectif (1).

---

(1) Concernant la création littéraire en langue française, et dans le cadre de cette orientation, nous tenons à préciser que nous ne voulons ni l'encourager,ni l'étouffer A côté de textes littéraires traduits de l'arabe, nous continuerons à publier des textes de nationaux et de maghrébins écrits en français dans la mesure où ces textes correspondent à l'orientation de la revue.

Enfin, vu les limites matérielles, et considérant aussi les nécessités d'une plus grande concentration et efficacité, nous sommes obligés de nous restreindre (sauf exceptions) à des textes ayant trait au Maghreb et au monde arabe. Non pas que nous soyions moins concernés par le combat africain et tricontinental. Mais nous considérons que d'autres que nous sont mieux placés pour mener à bien cette tâche, notre choix étant tout à fait compréhensible.

Tel est le sens de ce nouveau combat à la participation duquel nous convions tous ceux qui sont conscients de l'urgence de la tâche.

A. Laabi

les aboutissements du plan rogers

Rarement sans doute aura-t-il été plus amer d'avoir eu raison.

En ce mois d'août 1970 où l'ensemble des forces politiques de la bourgeoisie élaborait de savants raisonnements pour justifier l'acceptation du plan Rogers, nous étions seuls de la presse marocaine à écrire ces lignes :

«La cause révolutionnaire des peuples ne s'est jamais développée de façon rectiligne. Ce n'est qu'après de multiples revers et échecs que les peuples révolutionnaires ont été à même de découvrir la vérité révolutionnaire et la voie correcte vers la victoire finale.

... Aujourd'hui une nouvelle épreuve est imposée au peuple palestinien : la capitulation de l'Egypte, de la Jordanie, de la Libye et du Soudan devant les sommations soviéto-américaines, capitulation qui revêt la forme d'un plan de « Paix » — le plan Rogers — dont l'objectif évident est de liquider la résistance palestinienne et d'étouffer le mouvement de libération arabe dans cette région du monde. »

Les porte-parole de la bourgeoisie avaient certes la caution des soi-disant détenteurs de la science historique. Ainsi, par exemple, à la même époque M. Ali Yata écrivait :

Comme on ne peut que se féliciter de voir le peuple palestinien aspirer profondément à recouvrer ses territoires nationaux et à retourner dans son pays, on ne peut également que se réjouir de constater la volonté du peuple égyptien de libérer ses territoires occupés et d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire national.

La lutte que mène le peuple palestinien sert éminemment la cause du peuple égyptien et la lutte du peuple égyptien avantage au plus haut point la cause de libération nationale du peuple palestinien, tout progrès réalisé par l'un, dans son propre domaine et pour ses propres objectifs, profitant immanquablement à l'autre.

Certes, la R.A.U. a été battue militairement, en juin 1967, pour des raisons que l'on sait. Mais son mérite historique est de ne s'être pas agenouillée devant l'ennemi. Tout en tirant les leçons de sa défaite militaire, elle a pris la farouche résolution de poursuivre le combat, et elle l'a poursuivi, sans discontinuer, supportant l'essentiel du poids de la lutte générale contre l'Etat sioniste et ses maîtres impérialistes, et portant les coups les plus terribles à sa machine de guerre.

Peut-on, dans ces conditions, reprocher aux dirigeants de la R.A.U. de renforcer l'effort militaire, réel et coûteux, par le recours aux moyens diplomatiques? Honnêtement, non. Surtout que l'on sait pertinemment qu'elle maintient son orientation nationale anti-impérialiste, développe l'aide à la Résistance Palestinienne, soutient de toutes ses forces la cause de libération de tous les peuples arabes.»

Honnêtement ? Les bombardements et le napalm sur amman, sur Wahdat, sur Irbid, les milliers de morts palestiniens, le silence, pendant cinq jours, de Nasser, de Khaddafi, de Numeiry, la démarche de l'U.R.S.S. pour empêcher l'intervention syrienne, le pont aérien américain pour remplacer les chars détruits par la Résistance palestinienne. Honnêteté .... ou complot, complot concerté et prémédité ?

Le sang de Amman et de Wahdat ne s'effacera pas de la mémoire du peuple arabe. Les menteurs, les fourbes, les politiciens à courte vue, au moment décisif, ont fait le jeu des assassins.

Aujourd'hui, l'impérialisme et le sionisme triomphent. Le foyer ardent de la Révolution palestinienne est maîtrisé : les pâles successeurs de Nasser préparent, dans un grand concert de bluff, la capitulation ; les forces réactionnaires arabes, féodales et bourgeoises, n'exerçent leurs griffes que sur les patriotes.

Ils triomphent. Mais les peuples ? Les peuples apprennent : « Ce n'est qu'après de multiples revers et échecs que les peuples révolutionnaires ont été à même de découvrir la vérité révolutionnaire et la voie correcte vers la victoire finale ».

Nous n'avons pas ici à tirer les leçons pour la Révolution palestinienne. Celle-ci, ayant émergé de vingt années de souffrances du peuple palestinien, s'est enracinée dans les masses du peuple depuis la faillite des bourgeoisies arabes en juin 1967. Dans ces trois années jusqu'aux combats de septembre 1970, le peuple a forgé la conscience, l'organisation, la formation au combat, qui lui ont permis de faire face aux chars et au napalm.

Ces acquis sont désormais irréversibles. Ils sont à ce jour l'acquis principal de la Révolution Arabe.

En revanche, notre devoir est de nous interroger sur les raisons de l'inaction des masses arabes face à ces massacres. Est-ce à dire que celles-ci étaient devenues indifférentes à la Révolution palestinienne et à la cause de la libération de la Palestine ? Chacun sait que non. Mais alors, pourquoi cette inaction ?

Elle est due, à notre avis, à l'emprise encore importante de l'idéologie bourgeoise sur les masses arabes, à l'absence d'organisations révolutionnaires en mesure de mobiliser ces masses.

Depuis un an cependant, la vague réactionnaire qui submerge le monde arabe crée les conditions qui permettront de démasquer et de déraciner l'idéologie bourgeoise, et principalement sa forme la plus pernicieuse, qu'il nous faut bien appeler par son nom, le nassérisme.

Idéologie, certes, de la renaissance arabe, elle contenait cependant son contraire dans la mesure où elle refusait de faire confiance aux masses, de s'appuyer sur les masses pour combattre l'impérialisme et le sionisme.

Idéologie de petits-bourgeois technocrates elle ne voyait que la guerre classique pour s'opposer au sionisme. Par là même, l'émergence, dans la faillite de juin 67, de la guerre révolutionnaire du peuple palestinien devenait objectivement un danger.

Idéologie de petits bourgeois technocrates cautionnés par le thème révisionniste de la voie non-capitaliste de développement, elle ne voyait que la planification bureaucratique et l'importation d'usines complètes pour créer les conditions du développement économique. Aujourd'hui, le fellah égyptien voit sa vie inchangée, l'ouvrier de Hélouan subit la répression, comme déjà en 1953 celui de Kafr-el-Dawar, mais les technocrates grandis à l'ombre de la tutelle soviétique se préparent à entrer plus franchement dans la sphère du capitalisme international. Pour les besoins de la cause, Khaddafi décrète que l'Europe occidentale n'est plus colonialiste. z

Idéologie du nationalisme bourgeois, le rejet de la lutte des classes la mène aux embrassades avec Fayçal, pendant que l'on exécute Abdelkhalek Mahjoub.

Idéologie du nationalisme bourgeois, elle a contribué au grignotage de la Résistance palestinienne en Jordanie à l'ombre des accords du Caire, à l'ombre du mythe de la fraternité arabe entre oppresseurs et opprimés, entre dirigeants féodaux et bourgeois complices ou capitulards devant l'impérialisme et le sionisme, d'une part, et le peuple arabe d'autre part. Aujourd'hui encore, à Djeddah, s'efforce-t-elle de sauver ce qui reste du mythe.

Comme à Gaza, comme au Dhofar, comme à Oman, comme en Erythrée, l'ensemble des masses arabes sauront, dans l'écroulement des idéologies bourgeoises qui les ont si longtemps trompées, trouver la voie juste de leur libération.

SOUFFLES



le combat des mineurs de khouribga

par ahmed tariq

luttes ouvrières

Du 20 septembre au 5 décembre de cette année 1971, les six mille mineurs des exploitations souterraines de Khouribga ont mené la grève la plus longue dans l'histoire de la classe ouvrière marocaine. Cette lutte, la plus importante, la plus dure aussi, de cet automne de luttes ouvrières, est à la mesure des traditions héroïques des mineurs marocains, des mineurs de Khouribga en particulier.

Pourquoi au Maroc comme ailleurs dans le monde soumis à l'exploitation capitaliste, les mineurs sont-ils à l'avant-garde des luttes ouvrières ? Cela n'est pas dû seulement au danger de leur métier, bien que ce fait compte. Ces ouvriers qui tous les jours affrontent tranquillement les risques d'éboulement et d'accident mortel ne peuvent évidemment être impressionnés par les déclarations des petits messieurs en complet veston coupé aux dernières modes parisiennes. Pas plus qu'ils n'avaient été impressionnés par les armées du Protectorat.

Mais aussi, il faut savoir que leur métier est de ceux où la tentative de transformation par l'appareil capitaliste du prolétaire en machine dépourvue de pensée rencontre le plus vite ses limites. Les spéculations des ingénieurs enfumés dans l'atmosphère conditionnée de leur bureau à leur club ou des experts internationaux du grand Capital valent peu de chose face à la réalité de la nature qu'affronte le mineur à 50 mètres ou à 500 mètres sous terre.

Ceci explique que l'émergence historique du prolétariat marocain fut d'abord celle des mineurs, et d'abord celle des mineurs des deux plus grandes mines du pays, celle des mineurs de phosphate de Khouribga et celle des mineurs de charbon de Jerada.

Mars-avril 1948. Depuis bientôt un an, le mouvement national affronte une nouvelle phase de répression, celle dirigée par le général Juin. Mais depuis 1945, la classe ouvrière marocaine s'était organisée en syndicats. Certes le poids des influences colonialistes sur l'encadrement de ces syndicats visait en fait à détourner la classe ouvrière des aspirations de l'ensemble de la nation. Mais celle-ci ne devait pas tarder à faire déchanter ces apprentis sorciers

Aussi les grèves qui pendant près de deux mois soulevèrent des dizaines de milliers d'ouvriers contre le patronat colonial et contre l'appareil du Protectorat, à Casablanca et à Safi comme à Khouribga et à Jerada, étaient d'abord un coup porté à l'appareil colonial. Dès ce moment, le centre de gravité de la lutte nationale passait aux bidonvilles des Carrières Centrales de Casablanca et aux villages ouvriers de Khouribga et de Jerada.

Dans ces grèves de mars-avril 1948, les mineurs de Khouribga et de Jerada eurent à supporter le choc le plus dur de l'appareil repressif des armées coloniales. A Khouribga, le général Juin fit encercler les villages ouvriers par troupe, l'eau et le ravitaillement étaient coupés, les avions militaires français étaient envoyés en rase-mottes sur les

baraques ouvrières. Malgré cela, les mineurs tinrent plus de trois semaines.

Si, à partir de Juin 1948, la pression démantèle les organisations syndicales des mineurs, leur volonté de lutte n'était pas pour autant entamée.

Au-delà même de leur participation à la lutte nationale dans les sombres et dures années de 1948 à 1955, ils devaient, le 20 août 1955, contribuer puissamment à asséner le coup de grâce à l'appareil du Protectorat chancelant.

Ce jour-là, les mineurs des phosphates de Khouribga et de la mine de fer voisine des Aït-Amar près de Oued-Zem, se soulèvent en masse, infligent plusieurs milliards de dégâts aux installations du pillage colonial, démentèlent à Oued-Zem l'appareil répressif du Protectorat. Le général Duval, commandant en chef des troupes françaises au Maroc, accouru en avion sur les lieux, est abattu par les résistants.

Le colonialisme français se dépêcha alors de sauver ce qu'il pouvait encore sauver en engageant les conversations d'Aix-les Bains avec les politiciens bourgeois. Le repli néo-colonial avait d'ailleurs été préparé au sein d'associations telles que les Amitiés Marocaines, dont le fondateur était un agent connu de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et où se retrouvaient, avec le banquier Lorrain-Cruse et un personnage multiple nommé Jacques Reitzer, de jeunes hommes d'affaires marocains dont certains occupent aujourd'hui de hauts postes ministériels. Ce n'est pas un hasard si ces mêmes protagonistes se retrouvent aujourd'hui au centre ou dans les coulisses du pouvoir. Mais ils ont toujours en face d'eux, comme en août 1955, la classe ouvrière marocaine. Les haines de classe remontent loin et ne sont pas sans fondement. Cependant à travers la confusion néo-coloniale dans les années qui suivirent l'indépendance, les mineurs marocains surent imposer des conquêtes sociales qui sont aujourd'hui autant d'armes de lutte.

La principale de ces conquêtes fut le statut du mineur dont la promulgation en décembre 1960 fut arrachée par la grève. Ce fut à l'Office Chérifien des Phosphates que l'application du statut fut la plus étendue, bien que comportant encore des modalités contraires à l'esprit même du statut, telles que le classement des abatteurs en catégorie 2 de manœuvre spécialisé alors que leur travail est celui d'ouvrier spécialisé de la catégorie 3, point qui fait partie des revendications essentielles de la grève de 1971.

Cependant, la force et l'unité de l'ensemble du personnel de l'O.C.P., démontrées par une grève générale de dix jours de l'ensemble des centres miniers de Khouribga et Youssoufia et des centres portuaires de Casablanca et Safi, cette force et cette unité avaient pu arracher d'importantes victoires. En deux ans tant du fait de l'augmentation générale de juillet 1961 que du reclassement dû au statut du mineur, la masse salariale des ouvriers et employés de l'O.C.P. fut revalorisée de 45% Ce qui permet à l'abatteur d'atteindre le salaire moyen de 20 dirhams par jour, que l'actuel Directeur Général de l'O.C.P. trouve trop élevé alors qu'il permet au mineur de toucher en un mois à peine la valeur des dix tonnes de phosphate qu'il abat en une journée!

Mais, par cette lutte et les conventions qui suivirent, les mineurs des phosphates imposèrent le respect de leur travail, firent reculer la répression et les brimades quotidiennes.

Cependant, la Direction Générale de l'O.C.P., et derrière elle le pouvoir, savaient qu'ils devaient réduire ce bastion de résistance ouvrière. Leurs manœuvres réussirent à diviser et à séparer de la masse des mineurs les principaux responsables des syndicats des phosphates, et conduisirent, dans le cadre même de l'évolution opportuniste de la direction de l'Union Marocaine du Travail, à la bureaucratisation du syndicat des phosphates et à la disparition de fait de la Fédération des Mineurs, dont certains dirigeants sont aujourd'hui au pouvoir .

A partir de 1967 et avec l'arrivée à la Direction Générale de Karim Lamrani, le pouvoir et avec lui le grand Capital étranger pour les raisons que nous évoquerons plus loin, crurent le moment venu de briser la classe ouvrière des phosphates. Les brimades du passé reprirent leur cours; sous le moindre prétexte, les primes de rendement étaient diminuées, les journées de travail pointées comme absences, l'arbitraire quotidien reprenait de plus belle.

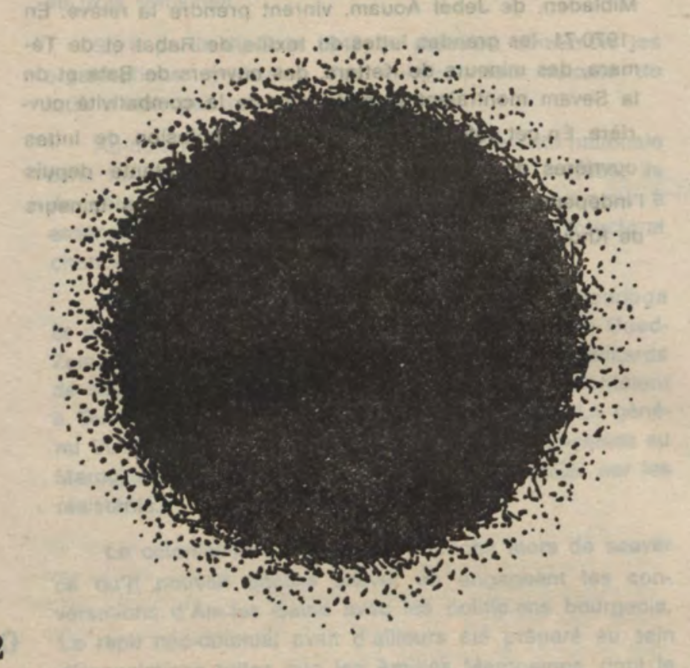
Ceci conduisit à la grève de novembre-décembre 1968 Là encore la Direction Générale croyait que les mineurs de Khouribga ne tiendraient que deux ou trois semaines. Mais ceux-ci résistèrent, vendirent leurs quelques biens, vélomoteur, machine à coudre, vêtements, et tinrent plus de 50 jours.

Au cinquantième jour de la grève, le pouvoir crut briser la lutte par la force, par la réquisition et l'emprisonnement des ouvriers qui refusaient d'y répondre. De

puissantes manifestations de masse devant la gendarmerie obligèrent le pouvoir à libérer les détenus et à opérer un recul. La direction Générale de l'O.C.P. dut accorder une indemnité non remboursable **de 600 DH par ouvrier.**

En cet automne 1968 où, depuis plus de sept années, la classe ouvrière était anesthésiée par la bureaucratie syndicale, où le pouvoir se croyait tout permis, cette, lutte puissante des mineurs de Khouribga fut le premier jalon de la renaissance des luttes ouvrières dont cet automne 1971 a vu l'éclatement.

En 1968-69, les grèves des mineurs de Jerada d'Aculi-Mibladen, de Jebel Aouam, vinrent prendre la relève. En 1970-71, les grandes luttes du textile de Rabat et de Témara, des mineurs de Kettara, des ouvriers de Bata et de la Sevam montraient la maturation de la combativité ouvrière. En cet automne 1971, la grande explosion de luttes ouvrières dans tout le pays, la plus importante depuis l'indépendance, s'ébranle autour de la grève des mineurs de Khouribga, commencée le 20 septembre.



le rôle des banques étrangères au Maroc

par hassan iqbal

Le rôle des banques étrangères dans la colonisation du Maroc :

Nous avions la réputation de l'Eldorado des affaires au sein des milieux financiers français et européens. Nous avons, à l'heure actuelle, le priv lège trop lourd pour notre peuple, d'être le pays où les fortunes se font le plus vite. Un proverbe africain dit que l'avenir les défait aussi brutalement qu'elles se sont bâties rapidement. Et l'avenir, les hommes le font.

Quant au passé, le rôle des grandes banques françaises fut prédominant dans la pénétration et la colonisation de notre pays. Déjà au XIXe siècle, en 1860, à l'occasion de l'occupation espagnole qui dura deux ans, les banques étrangères allaient jouer une première fois un rôle politique déterminant. Sous la pression de l'Angleterre, l'Espagne retire ses troupes de Tétouan contre le versement d'une forte indemnité dont le montant fut prêté par les banques anglaises. Celles-ci se sont fait rembourser grâce au contrôle qu'elles effectuèrent sur les droits de douane perçus par l'Etat marocain. Ainsi, l'une des expressions économiques de la souveraineté politique de l'Etat tombait aux mains des banques étrangères. Le même procédé fut employé par une banque française, la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui, au début du siècle, allait jouer un rôle déterminant dans la colonisation, au moyen de prêts massifs à l'autorité centrale et sous prétexte de moderniser l'armée du roi pour lutter contre l'étranger. Cette opération, strictement financière en apparence, visait un double objectif politique de pénétration :

— rétablir l'autorité centrale en utilisant l'armée locale contre les révoltes populaires ;

— rendre le pouvoir central prisonnier des prêts en hypothéquant l'économie du pays.

On aboutissait ainsi à une désagrégation et du pays et du pouvoir, par le maintien de celui-ci dans la dépendance et son utilisation pour colmater les révoltes paysannes conduites souvent par des chefs de tribus qui exprimaient déjà, dans sa forme historique, la nécessité de lutter contre l'envahisseur. Dans les campagnes et l'arrière-pays, une société, un mode de production voulaient ainsi résister, se défendre contre la pénétration des formes nouvelles du capitalisme. Mais les villes étaient en partie colonisées économiquement et avaient leur horizon tourné vers l'étranger, plus riche, et cette colonisation bien plus insidieuse précédait la colonisation officielle. Elle fut en partie l'œuvre des agents des banques européennes installées dans les villes du littoral qui se trouvaient en relations d'affaires avec une fraction de la bourgeoisie marocaine. En 1904, un groupe d'hommes d'affaires et de financiers représentant la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, etc..., forme le **Comité du Maroc** qui allait devenir le moteur de la colonisation. Avec beaucoup de cynisme, son bulletin se proposait d'expliquer comment ces banques allaient « s'efforcer par tous les moyens en leur pouvoir de développer l'influence et le commerce français en Afrique du Nord, combattre l'hostilité de l'opinion publique et montrer aux esprits éclairés notre pensée patriotique absolument désintéressée et étrangère à toute préoccupation d'affaires ».

Ces banques étrangères se sont partagé le Maroc, ont dépossédé les paysans de leurs terres et ont interdit aux nationaux d'investir. « Les Cahiers Financiers » du 16 mars 1954 publiaient les résultats d'une étude qui révélait que 93 % des sociétés dont le capital dépassait les 100 millions étaient contrôlées par des Français, 5 % des sociétés étaient contrôlées par d'autres étrangers et 2 % par des Marocains.

Elles ont monopolisé les transports, les mines, le commerce extérieur et les transactions immobilières, mettant en coupe réglée l'exploitation du pays et se répartissant le pillage de ses ressources.

L'attitude du pouvoir marocain face aux banques étrangères au Maroc après l'indépendance

Les banques étrangères au Maroc allaient modifier leur stratégie. Leur comportement conquérant des années d'occupation allait céder devant des nécessités de prudence. Une attitude discrète, la mise en veilleuse de certaines affaires, la suppression d'investissements projetés allaient ralentir le niveau d'activité de larges secteurs de l'économie marocaine. Ces banques allaient attendre l'évolution de l'attitude du nouveau pouvoir, la consolidation et l'issue qui allaient résulter de la lutte entre les forces de classes représentées au sein du gouvernement. Car la composition hétérogène de ce dernier symbolisait l'union de l'ensemble des classes à l'exception de la fraction traître de la féodalité, contre l'ennemi commun. Consolidation, car le pouvoir tribal ne s'accomodait pas de l'alliance de la bourgeoisie et de la féodalité qui avait épousé les vues nationalistes : ce pouvoir tribal que le

colonialisme français avait su utiliser un moment (Addi ou Bihi ; certains aspects des événements de 1958-59 dans le Rif). Cette réserve des banques étrangères posait un problème, dans la mesure où elles contrôlaient :

— les affaires les plus importantes du pays ;

— le système du crédit qui prête de l'argent à ceux qui veulent investir, créer des affaires, créer de nouveaux emplois.

Elles entraînaient ainsi le pays dans une crise économique par le ralentissement sensible du niveau d'activité et par la fuite des capitaux.

Devant une telle situation, l'évolution de l'attitude du gouvernement, aux mains de la bourgeoisie, puis de la petite-bourgeoisie, vis-à-vis des banques étrangères, montrait la myopie politique et les contradictions internes au sein de la représentation politique de ces classes. En témoigne l'évolution des textes et des comportements. Ces deux caractères, myopie et contradictions, allaient s'expliquer par l'illusion qu'avait la bourgeoisie d'une collaboration harmonieuse avec les forces de classe rétrogrades et celles du néo-colonialisme français. Par ailleurs, ces mêmes caractères laissaient prévoir la tendance d'une fraction de la bourgeoisie nationale à se constituer en oligarchie par son mariage avec les catégories rétrogrades de l'appareil d'Etat.

Cette myopie des différentes fractions de la bourgeoisie au gouvernement se manifestait par le fait qu'au lieu de prendre l'argent là où il se trouvait, sur le territoire national et aux mains des banques étrangères, elles allaient le chercher ailleurs.

La contradiction de nos gouvernants bourgeois de l'époque est aussi dans les textes, ceux des **Plans** et celui du **Code des Investissements Industriels**, textes qui tentent de répondre à la question : où trouver de l'argent pour financer le développement économique.

A — **Le premier plan quinquennal (1960-1964)** donnait deux réponses :

1) la plus grande partie de l'argent dont on aura besoin pour le développement sera fourni par les **capitaux privés nationaux ;**

2) le reste de nos besoins sera couvert par une **aide extérieure**qui revêt, decefait, un **aspect secondaire.**

Ainsi, le premier plan apparaît comme l'appel à la bourgeoisie nationale et la possibilité pour elle d'accéder à un contrôle de l'économie du pays. Mais où et comment investir, alors que les banques étrangères contrôlent cette économie et que les gouvernants laissent ces banques opérer en toute quiétude ? Mais c'est surtout le facteur proprement politique qui constitue l'obstacle majeur pour la bourgeoisie nationale à son accession au rang de classe économiquement dominante, en passant de la phase du négoce à celle de l'industrialisation. Le facteur proprement politique est constitué par la lutte, d'abord sourde, puis déclarée et répressive, entre les forces de la néo-féodalité qui détiennent la réalité du pouvoir au sein de l'appareil d'Etat et celles de la petite et moyenne bourgeoisie. Ainsi, la **fraction entreprenante** de la bourgeoisie nationale attend l'issue, tout comme les banques étrangères, pour mieux tirer parti des avantages consentis par l'Etat qui s'em-

presse alors de donner toutes facilités à cette catégorie qui va grossir les rangs de l'oligarchie, future base de classe du pouvoir.

Quant à la bourgeoisie nationale, comme classe sociale, dans son ensemble, elle s'est révélée incapable, économiquement et politiquement, de prendre le relais du capitalisme étranger au Maroc, en exerçant le contrôle effectif des banques étrangères par la nationalisation, ou même le rachat. Comment expliquer cette incapacité, sinon par sa faiblesse dans le domaine économique, où elle n'est présente qu'au niveau du commerce, l'absence de fermeté et de clarté dans la conscience de classe ayant un rôle historique à jouer, qui la font à la fois craindre les mouvements de masse et faiblir devant les offres du pouvoir.

B — **Le plan triennal (1965-1967),** tirant la leçon, consacre la victoire de ceux qui pensent que le développement économique, c'est d'abord avoir l'argent de l'étranger pour investir. Le pouvoir **fait appel en priorité à l'investissement privé étranger** et s'inspire de l'expérience espagnole qui s'oriente vers le tourisme. Les banques étrangères et les grandes familles marocaines (Alaoui et Benjelloun) investissent, une fois la tourmente de mars 1965 passée.

C — **Le deuxième plan quinquennal (1968 - 1972)** apparaît comme la prolongation du plan triennal. Mais avec cette différence que, prenant acte de l'échec à l'appel à l'investissement privé étranger, le pouvoir s'adresse à l'investisseur **public** étranger, états et organismes financiers « internationaux », c'est-à-dire les organismes dirigés par Mac Namara, le grand stratège de la guerre au Vietnam, pour financer l'équipement des campagnes. C'est parce que les banques qui sont sur notre sol national sont contrôlées entièrement par les intérêts français, espagnols et américains que notre pays est réduit à la mendicité internationale. C'est surtout parce que le pouvoir a protégé et protège les intérêts économiques de ces banques étrangères qui colonisent le Maroc, alors que ces mêmes banques, au lieu d'investir l'argent pompé de nos richesses, le transfèrent en France et ailleurs. Pourquoi ne sont-elles pas obligées de l'investir ici même ? Parce que, loin de les y contraindre, le pouvoir encourage ce transfert légalement. C'est ainsi que le Code des Investissements Industriels de 1958, au fur et à mesure des modifications qui lui sont apportées, abandonne des concessions énormes aux sociétés étrangères sous la pression des banques installées sur notre territoire. Dès 1960, des avantages douaniers, fiscaux, une prime d'équipement et des garanties de transfert sont donnés en matière de bénéfices et de revente de tout matériel et bâtiment en cas de liquidation. Pourtant, les banques étrangères n'ont pas confiance et elles réclament plus : que les impôts de l'Etat soient moins lourds !

Et puis, quel avantage ces banques et sociétés ont-elles à investir chez nous, si ce n'est les bas salaires qu'elles donnent aux travailleurs marocains ? Mais pourquoi voudrait-on qu'elles investissent dans notre pays, puisque le pouvoir encourage l'exportation de travailleurs marocains en Europe ? Ainsi, tout se passe comme si, des deux sources de richesses de notre pays, à savoir le prélèvement des ressources naturelles et l'exploitation de la force de travail des travailleurs marocains, les banques et les sociétés étrangères ont choisi :

1) de maintenir leurs investissements au niveau le plus bas pour réduire les risques

2) de transférer non seulement les bénéfices, mais aussi la force de travail des ouvriers marocains qui sont obligés de s'expatrier pour travailler, étant donné l'absence d'industrialisation.

Qu'est-ce que la marocanisation ?

Une politique d'industrialisation, dix ans d'expérience l'ont prouvé, suppose une nationalisation et une expropriation des banques étrangères qui détiennent et contrôlent le financement de l'économie de notre pays.

Aussi, le pouvoir ne pouvait-il rester silencieux devant une telle situation. Sa politique a été définie : ni nationalisation, ni expropriation, mais marocanisation. La poussée du marasme économique et des revendications de la grande bourgeoisie d'affaires a conduit le pouvoir à définir cette politique qui consiste à développer et légaliser le mariage de cette grande bourgeoisie marocaine avec les entreprises et les banques étrangères existant au Maroc. L'une des deux faces de la politique de marocanisation consiste plus précisément à associer l'oligarchie marocaine aux grandes affaires industrielles et commerciales étrangères, plus particulièrement françaises. Pour le capitalisme français au Maroc, c'est une assurance politique pour le maintien et le développement de ses affaires dans la plus pure lignée coloniale. La différence ? Des Marocains dans les conseils d'administration, très choisis et qui ont fait la preuve de leur « compétence ». Cette face de la politique de marocanisation, bâtie de concert avec les banques étrangères qui contrôlent notre économie et notre commerce extérieur, est destinée à mieux cimenter l'oligarchie. La deuxième face de cette marocanisation est adressée à la bourgeoisie dans son ensemble ou du moins à ses fils, sortis des facultés, et qui trépignent dans les antichambres pour une demande d'emploi dans les assurances et les banques. Elle concerne la marocanisation des cadres qui s'avère nécessaire car le chômage s'installe au sein même des diplômés qui commencent à prendre, tout comme nos ouvriers, le chemin de l'exil. Elle consiste à remplacer les technocrates français par de jeunes Marocains qui se mettraient au service des compagnies et des banques étrangères. Ainsi, la marocanisation remplirait une double fonction d'élargissement de la base sociale du pouvoir :

1) vis-à-vis de l'oligarchie, en ayant convaincu les groupes financiers du bien-fondé de sa participation à leurs affaires

2) vis-à-vis de la bourgeoisie, en ouvrant la soupape de sûreté contre le chômage d'une partie de ses fils, victimes directes de l'oligarchie et des banques d'affaires qui contrôlent le système du crédit, freinant l'industrialisation où ils auraient trouvé leur place.

Quelles sont ces banques étrangères ?

Sur une trentaine de banques au Maroc, deux seulement sont presque entièrement contrôlées par des Marocains : la **Banque marocaine du Commerce extérieur**, où la participation de l'Etat est fort importante, et la **Banque populaire.**

Toutes les autres banques sont à dominante étrangère. Elles se divisent en deux catégories :

— les banques étrangères où l'on retrouve

les grandes familles marocaines ;

— les banques étrangères où participent l'Etat marocain et les grandes familles marocaines.

Le tableau I indique aussi que l'on retrouve assez souvent les mêmes familles marocaines liées à plusieurs banques différentes. Un indice de la prospérité des banques : des nouvelles venues s'installent à Casablanca, américaine, anglaise et suisse.

Le montant annuel du total de ce dont disposent les dix principales banques retenues dans le tableau est de près de 3,2 milliards de dirhams (moyenne 1969-1970) et représente 75 % des investissements de l'Etat marocain dans la totalité des secteurs de l'économie pendant 5 ans (1968-1972).

Quant à leur bénéfice, c'est le bénéfice déclaré, il ne représente que 20,3 millions de dirhams, c'est-à-dire bien moins que le 1/1000 de ce dont ils disposent !

Mais c'est dans le contrôle des entreprises que ces banques excellent. Ainsi, pour le Crédit du Maroc, par exemple, aucun secteur n'échappe à son action, l'agriculture, les mines, le commerce, l'industrie, le tourisme. Il est présent partout (tableau II).

Mais la remarque fondamentale est la suivante : depuis 1904, date à laquelle s'est constitué le Comité du Maroc groupant les grandes banques françaises, le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas, jusqu'à ce jour, ces mêmes banques étrangères dominent l'industrie et les mines dans notre pays. Ainsi, la majeure partie des rapports de production capitalistes au sein de notre économie est aux mains du capitalisme français, celui-là même qui a présidé et béni l'occupation militaire de notre pays et la colonisation de notre peuple. Nos bourgeois capitalistes se réduisent à quelques affairistes entreprenants qui ne posent pas une pierre ou n'inaugurent pas une machine sans la protection des banques ou de l'Etat, si ce n'est des deux. Au fond, elle a préféré l'affairisme à l'entreprise, devenant le courtier de ceux dont elle aurait dû prendre la place. Pouvait-elle faire autrement, elle qui avait cru un instant à sa victoire ? La féodalité veillait aux intérêts de ceux (les capitalistes français) qui l'avaient prise pour ce qu'elle n'était pas : une nationaliste. Et en 1956, le Protectorat rectifiait relativement vite sa méprise de 1953, ne donnant pas le temps historique à la bourgeoisie de forger un mouvement national d'une intransigeance sans merci. La féodalité s'est remise vite en selle et a repris les rênes. Mais le cheval blessé par les éperons ne peut que ruer. L'oligarchie peut-elle, sans se nier, adopter une attitude nationaliste vis-à-vis des banques étrangères ? C'est là tout au moins la contradiction insurmontable sur laquelle repose la politique de séduction qu'a entamée le pouvoir depuis quelques mois.

TABLEAU I

		CAPITAL	CE QU'ELLES POSSEDENT	BENEFICES	PARTICIPATION DES GRANDES FAMILLES MAROCAINES
LES BANQUES ETRANGERES	Compagnie marocaine de Crédit et de Banque (1970)	14 500 000	324 000 000	1 890 000	
	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (1969)	8 000 000	399 000 000	3 000 000	
	Société générale marocaine de Banque (1969)	8 000 000	223 000 000	1 800 000	Tazi Mohammed-Moulay Hafid el Alaoui
	Banque américano-franco-suisse pour le Maroc (1970)	3 000 000	66 000 000	300 000	Haj Hassan Benjelloun
	Crédit du Maroc	8 000 000	353 000 000	3 000 000	Lamrani - BenBrahim Abdelmajid Benjelloun
	Banque Commerciale du Maroc (1970)	8 000 000	440 500 000	1 400 000	
LES BANQUES ETRANGERES A FAIBLE PARTICIPATION DE L'ETAT MAROCAIN	UNIBAN : Union Bancaria Hispano Marroqui = participation de la Société Nationale d'Investissements	16 000 000	450 000 000	3 500 000	Jennane - Nejjaï Kettani - Bennani - Slaoui
	Banco Espanol en Marruecos = participation de la BMCE	2 500 000	77 000 000	1 200 000	Sebti - Lamrani
	Société de Banque du Maghreb = participation du Crédit Hôtelier et Immobilier (1969)	7 000 000	302 400 000	1 700 000	
LES BANQUES MAROCAINES A FAIBLE PARTICIPATION ETRANGERE	Banque marocaine du Commerce extérieur	12 500 000	551 200 000	2 500 000	Haj Omar Sebti - Lamrani - Kettani Bennani - Slaoui
	Banque populaire				

TABLEAU II

Grandes familles étrangères	Rothschild - Gradis Lazard - Boussac Hersent	Morgan Rothschild Mirabaud Schneider Lazard	Finance Suisse Schneider Rotschild Finance U S A
Grandes familles marocaines	Demnati Ben Brahim Bennani Lamrani		Lahoussine - Md Tazi - Moulay Hafid El Alaoui - Demnati Haj Hassan Benjelloun
Banques étrangères	Banque nationale de Paris Banque de Paris et des Pays-Bas Société de Banque et de Participation Crédit Lyonnais	Banque de Paris et des Pays - Bas	Compagnie française de Crédit et de Banque Crédit commercial de France Société générale
Banques filiales au Maroc	Crédit du Maroc Banque marocaine pour le Commerce et l'Industrie	Banque de Paris et des Pays - Bas	Société générale marocaine de Banque Banque Américano - franco-suisse pour le Maroc Compagnie marocaine de Crédit et de Banque Société de Banque du Maroc
Entreprises sur le sol national contrôlées par des banques étrangères	Société agricole et Viticole des Aït Yazzem - Huileries Lesieur "SIAMAR"(Société des Investis - sementsagricoles au Maroc Immobilière et Constructions du Maroc Société departicipation et de Contrôle Mines de Zellidja Cie minière et métallurgique	Hydraulique Afrique Maroc Hamelle Afrique France Auto Omnium Nord - Africain	Compagnie générale du Maroc Omniun Nord - Africain Pennaroya - Maroc
Entreprises de l'Etat marocain ayant participations dans les entreprises etrangères	B R P M O C P	B R P M O C P	B R P M O C P

coopération et impérialisme (*)

Il serait temps que la critique de la coopération par les coopérants sorte du contexte moral qui a été le sien jusqu'à maintenant, et dépasse le stade de la mauvaise conscience. La « coopération » n'est pas le péché originel. Elle n'est qu'une conséquence d'un fait central : la domination impérialiste. Il n'appartient donc pas aux coopérants de la faire cesser du jour au lendemain. Leur départ, à titre individuel, ne serait pas un acte politique. Il ne changerait rien, dans l'immédiat, à l'issue du combat décisif qui se poursuit sur le front anti-impérialiste. Par contre, ils peuvent à leur place et suivant leurs moyens, participer à ce combat et, en tout premier lieu, par un travail de clarification idéologique sur le contenu impérialiste de la coopération.

Ce texte propose une première contribution à cet objectif.

LA COOPERATION DANS SES ŒUVRES : UNE COURROIE DE TRANSMISSION DE L'IMPERIALISME

A. — UNE MYSTIFICATION : LA COOPERATION COMME AUXILIAIRE DU DEVELOPPEMENT

(*) Par un groupe de coopérants progressistes.

1. — Le Maroc, dont l'économie est de plus en plus intégrée au marché mondial, se trouve dans l'aire de domination impérialiste. C'est une vérité simple qu'il faut se garder d'oublier. Pourtant, chacun d'entre nous, même les plus vigilants, l'oublie chaque jour lorsqu'il parle de développement à ses élèves, à ses collègues de bureau.

Le « développement » dont nous parlons ainsi innocemment, c'est évidemment le développement dans le cadre capitaliste. Il n'est plus nécessaire de démontrer aujourd'hui (après Lénine, les études récentes de Jalée, Palloix, Emmanuel, Amin et les statistiques les plus officielles des Nations-Unies) que dans ce cadre les pays dominés, dits sous-développés, *ne se développent pas*. Les mécanismes de l'échange inégal, le maintien d'une division internationale du travail désastreuse, la dégradation des termes de l'échange font des pays dominés, intégrés au marché mondial, des pays en voie de sous-développement et d'asservissement.

Depuis le Japon, précédent qui n'en est pas un puisque justement le Japon s'est fermé à l'impérialisme avant de « démarrer », aucun pays ne s'est développé dans ce cadre. Quelques-uns ont été, à un moment ou à un autre, désignés comme exemples de développement capitaliste : la Côte d'Ivoire, l'Inde, le Ghana. Certains ont même connu un début de croissance du produit national

mais tous ont vu, ou verront, cette croissance artificielle de façade brisée par les mécanismes, leur échappant complètement, du marché mondial. Un pays dominé, dont le revenu national augmente, dont la bourgeoisie nationale s'enrichit du fait du cours élevé du cacao, du coton, de l'arachide ou du cuivre sur le marché mondial est nécessairement en sursis : les périodes favorables au cacao ou au coton sont *toujours* conjoncturelles. Mais la dégradation des termes de l'échange, elle, toujours est structurelle : à long terme il faudra chaque année vendre un peu plus de cuivre pour acheter une machine-outil, un peu plus de coton pour acheter un métier à tisser, un peu plus de cacahuètes pour acheter un tracteur. Aucun pays dominé n'a pu échapper à cette loi, aucun n'y échappera qu'en brisant l'emprise de l'impérialisme.

2. — Or, il se trouve que c'est en référence à ce développement mythique que se justifient les aides, assistances et coopérations de tout acabit. Le développement qui est ainsi proposé est présenté comme une espèce de processus continu coupé de seuils de progrès, indépendant de la situation de domination extérieure et des luttes sociales internes. Sur cette voie royale, avec un peu plus de capitaux, un peu plus de tracteurs, un peu plus d'ingénieurs, un peu plus d'organisation, on doit nécessairement parvenir, dans n'importe quelle société, au seuil du décollage économique, au magique « take off ». La coopération au sens large, c'est l'opération qui consiste pour les pays pourvus, à apporter aux pays dépourvus ce complément de capitaux, de tracteurs, d'ingénieurs et d'organisation.

Bien sûr, ce seuil magique a été conçu pour n'être point atteint. On s'en rapproche toujours, asymptotiquement, sans jamais le franchir. En attendant, pendant que le sous-développement vit éternellement son dernier quart d'heure, c'est le temps de bombance pour la coopération : et les ingénieurs et professeurs viennent en rangs serrés expliquer aux peuples qui n'en reviennent pas de cette sollicitude sans cesse renouvelée, qu'il leur faut sans répit aller de l'avant, se moderniser, s'organiser avec l'aide de toujours plus d'ingénieurs, de professeurs, de capitaux, de machines importés.

Dès lors, la justification de la coopération par sa contribution au développement apparaît dans sa réalité : un alibi mystificateur. La vigilance impose qu'elle soit démasquée en tant que tel et que soit refusé, dans la situation actuelle, jusqu'à l'emploi même du terme de développement.

3. — Ce « développement » entouré de tant de sollicitudes extérieures ne peut, aux termes mêmes des experts, résulter que d'un projet « autocentré » (décisions prises par des nationaux en fonction d'intérêts nationaux) et autodynamique (les moyens du développement ne doivent pas dépendre de l'extérieur). En d'autres termes : « compter sur ses propres forces ». Ces conditions ne peuvent être réunies que par un processus révolutionnaire au cours duquel sera rompue la dépendance, éliminée la couche liée à l'impérialisme, et seront libérées dans les masses des énergies créatrices qui forgeront, dans la lutte, le projet historique dont le « développement économique » ne sera qu'un aspect second et déterminé. Il est évident qu'en attendant, la société ne sera pas arrêtée et que c'est pendant cette période de transition que se posera la question de la coopération. Il importe de la poser de façon réaliste et juste : l'action des militants engagés comme coopérants trouvera un terrain d'élection dans la dénonciation permanente du contenu impérialiste de la coopération.

Ils participeront ainsi activement, sur le front culturel, à la lutte anti-impérialiste. Mais il faut, dans cette participation au combat, se garder de certaines illusions idéalistes.

— Il est clair que les coopérants, quel que soit leur engagement, n'auront aucune part directe à l'élaboration du projet révolutionnaire, non pas du fait d'une quelcon-

que exclusion chauvine mais en raison même du rôle essentiel de la pratique sociale dans cette élaboration. Pour les mêmes raisons, l'action des coopérants devra être liée à leur pratique : critique de leur propre culture, critique de la coopération.

— Une autre illusion assez répandue chez les coopérants dits « progressistes » revient à croire naïvement que leur travail consiste à former des cadres pour « après » la révolution, à fabriquer dès aujourd'hui les chercheurs et les techniciens du développement socialiste et à préparer au Lénine à venir les cadres qui lui permettront de « sauter » (de faire l'économie de) la N.E.P. Comme si, en attendant le grand jour, ces « cadres » allaient pouvoir traverser l'histoire, comme le canard l'étang, sans se mouiller. Cette erreur provient d'une conception bourgeoise de l'école comme dispensatrice exclusive de la formation, affirmant ainsi la prééminence absolue de l'école sur la pratique sociale. Au vrai, ces « cadres », concrètement, sont destinés à vivre dans les conditions de la domination de l'impérialisme et de l'exploitation capitaliste. Certains seront intégrés. Quant à ceux qui auront résisté, le socialisme qu'ils créeront demain n'existe dans aucun livre et ne peut être dispensé par aucune école.

Ceci dit, il ne faut pas sous-estimer l'importance du combat possible : le harcèlement des positions cuturelles de l'impérialisme, notamment dans le secteur éducatif, mené de façon conséquente en liaison avec d'autres luttes, peut entraîner un recul de la culture de coopération. Ce reflux peut opérer comme un dévoilement des conditions concrètes, jusque là brouillées, de la réalité nationale et laisser place libre pour une réelle prise de conscience.

B. — LA REALITE : LA COOPERATION COMME INSTRUMENT DE DOMINATION IMPERIALISTE

Les effets de blocage et de prélèvement résultant de la coopération économique et financière sont connus. Les prêts de capitaux, les maigres investissements étrangers ne compensent nullement la saignée provoquée par les évasions multiformes de capitaux et par la dégradation des termes de l'échange. Mais, l'assistance en cadres techniques ou culturels passe en général pour bénéfique ou neutre pour le pays assisté. La réalité est toute différente : la domination impérialiste est *une* et s'exprime par tous les moyens à sa disposition, économiques ou culturels. Les coopérants ne sont guère que les commis voyageurs, souvent inconscients, du capitalisme occidental. Ce rôle est joué directement par les assistants techniques qui au sein de l'Etat font prévaloir les modèles de développement et les technologies compatibles avec l'expansion du capitalisme européen et indirectement, par les enseignants qui distribuent la langue et la culture, qui préparent les cadres de demain à recevoir sans réticences les « modèles » de domination. Les structures d'accueil sont en place.

1. — *La coopération technique, mandataire du capitalisme « avancé ».*

Certes, le nombre des « assistants techniques » français n'a cessé de diminuer depuis l'indépendance. Il serait passé de 19.595 en 1957 à 1.500 environ en 1966 (1). Les cadres supérieurs représentent environ 80 % de l'effectif total de l'assistance technique en 1966. Une étude sur les cadres agricoles, de 1966, recoupe ces données (2). Les assistants techniques dans l'administration agricole représentent seulement 8 % des cadres secondaires (cadres

(1) : F. OUALALOU : L'assistance étrangère face au développement économique du Maroc.

(2) : N. BOUDERBALA : Encadrement agricole et indépendance - BESM N° 110-111.

moyens non bacheliers), 30 % des cadres principaux (formation supérieure courte) et 70 % des cadres supérieurs. Les cadres étrangers occupent donc au sommet de la hiérarchie administrative une position dominante ... Réduite, l'assistance technique s'est retirée sur les hauteurs. Cette situation permet à la coopération technique de jouer un rôle sans commune mesure avec son importance numérique. Certes, la marocanisation s'est accomplie assez largement en ce qui concerne les postes de direction. Mais, symbole de l'indépendance retrouvée, cette marocanisation, souvent, se satisfait de l'affirmation du signe : les nationaux remplacent les étrangers à la tête des administrations. Mais, à égalité de grade, les cadres supérieurs marocains sont à peine plus nombreux, le plus souvent moins diplômés, plus jeunes et moins expérimentés que leurs homologues étrangers. La transformation est alors de pure façade et si le pouvoir de décision apparaît comme nationalisé, il s'en faut que la décision elle-même le soit. En effet, l'assistant technique exprime, dans sa propre langue, les normes et la rationalité de sa propre société : la société capitaliste avancée. Il bénéficie d'un héritage culturel constitué de longue date et transmis sans rupture historique qui lui donne à égalité de formation et de compétence technique, un avantage écrasant sur son collègue national, sur le plan de l'expression et de la formulation. Comme les problèmes sont toujours posés, non sur le plan de la connaissance concrète et de l'action dans la société, mais sur celui de la rationalité abstraite des décisions, cet héritage permet à l'assistant technique d'exercer un véritable monopole de la formulation de la problématique du devenir économique, social et politique du pays assisté. Ainsi, la coopération est le siège où s'élabore cette problématique essentielle : Que faire ? Et les problèmes sont posés par elle de façon qu'une seule réponse soit possible : « Faites comme nous avons fait ».

D'ailleurs, les coopérants dans ce domaine prêchent des convaincus : les cadres marocains, bons élèves des mêmes écoles, sont les otages consentants et éblouis de cette culture de coopération qui les a fait ce qu'ils sont : une élite tenant tout son pouvoir du caractère ésotérique de son savoir, puissance magique qui les protège des réalités nationales par trop nauséabondes. Disciples zélés, ils ont été initiés par l'école bourgeoise à la délicate alchimie qui transforme l'asservissement impérialiste en balance des paiements et l'injustice sociale en éventail des revenus. Si complète est leur complicité avec le système qu'ils en épousent jusqu'aux rites les plus rétrogrades que déjà la métropole culturelle commence à abandonner : ainsi du culte des grandes écoles françaises, ces temples où, plus qu'ailleurs, sont dressés les serviteurs de l'ordre capitaliste. Le mandarinat scientifique ou technique exercé en France par les élèves de ces écoles, connait au Sud de la Méditerranée d'étranges prolongements.

En raison du principe de rareté cher à l'économie capitaliste et du caractère technocratique du recrutement du personnel politique, les mandarins deviennent dans ce pays proconsuls et capitaines d'entreprise. Ici, le diplôme français se transforme directement en capital. Ce raccourci est saisissant de l'idéologie à la pratique et le but de la culture de coopération idéologique du capitalisme européen est atteint sans coup férir.

Bien sûr, pris par le « pouvoir » et les affaires, les cadres nationaux abandonnent à leurs collègues étrangers, sortis des mêmes écoles, la gestion de la technique. Occasion pleinement saisie par le capitalisme dit « d'organisation », qui, disposant au cœur de la place d'un puissant service de promotion des ventes, exporte massivement ses sous-produits : programmation, informatique, cybernétique.

Le mépris du réel, la peur de la société concrète peut alors s'appuyer sur un extraordinaire appareil technique d'analyse, par lequel d'étranges martiens raffinent de plus en plus sur moins en moins de faits, la perfection étant atteinte lorsque cet appareil, atteignant enfin le « take off »,

prend son indépendance totale par rapport à la réalité.

Au vrai, le prestige de l'école bourgeoise occidentale est surtout celui de l'école française. Est présumé incapable celui qui parle polonais, espagnol, bulgare ou même anglais. Celui qui ne sait que l'arabe est, lui, à la fois incapable et rétrograde. La compétence, dans ce pays, s'exprime dans une seule langue, le français. De même, n'est médecin, professeur, ingénieur que celui qui sort d'écoles françaises. Les autres pays, même les nations sœurs du monde occidental, n'ont aux yeux des maîtres francophones de l'administration, ni enseignement, ni école : aucune équivalence ne leur est reconnue avec la grande culture.

Ainsi, la métropole culturelle peut envisager à terme le retrait de son assistance technique. La cinquième colonne est en place : le processus de reproduction élargie et continue de la pratique de coopération au sein de la collectivité nationale est en marche. Les coopérants étrangers peuvent passer le flambeau aux « coopérants » nationaux produits par un système éducatif hérité de la colonisation et qui, malgré l'ampleur quantitative de ses transformations, agit toujours dans le même sens : formation d'une élite liée culturellement puis économiquement à l'impérialisme.

2. — *La coopération culturelle : 5e colonne de l'impérialisme.*

Le système éducatif colonial pratiquait une politique de discrimination raciale, sociale et politique. L'école était réservée aux enfants des français et à ceux des marocains qui en avaient les moyens ou se montraient loyaux serviteurs de la puissance protectrice. Au lendemain de l'indépendance, le Maroc s'est fixé, en matière d'enseignement, quatre objectifs majeurs, qui, en bonne logique, auraient dû lui permettre de rompre sa dépendance vis-à-vis de l'ex-métropole. Ce sont : l'unification, la généralisation, la marocanisation, l'arabisation. Il importe de montrer ici comment, depuis bientôt 15 ans, le maintien et la pratique de la coopération ont permis de ralentir, de paralyser ou de vider totalement de son contenu, cette politique des quatre principes.

a. — La poussée démocratique dans le primaire (1956-1962).

Il faut en réalité distinguer schématiquement deux étapes :

Entre 1956 et 1962, les aspirations au savoir, à l'identité culturelle, libérées dans les masses par l'indépendance, ont exercé, momentanément, une forte pression sur les structures d'enseignement, surtout sur l'enseignement primaire, le seul qui fut alors au contact direct des masses et dont la transformation ait un contenu démocratique immédiat. C'est pendant cette période qu'ont été acquises toutes les conquêtes dans la poursuite des quatre objectifs.

Pour répondre aux vœux de la population, l'effort a donc été concentré sur le premier degré. L'enseignement public primaire triple ses effectifs entre 1956 et 1962 (371.750 à 939.100) et, avec près de 1 million d'enfants scolarisés, atteint le seuil de l'enseignement de masse et un taux de scolarisation proche de 50 %. Malgré une discrimination géographique et sociale persistante, qui a joué en faveur des villes et des classes privilégiées, l'élan de la scolarisation a entraîné l'entrée dans les écoles de nombreux enfants de paysans et d'ouvriers. Cette percée démocratique, dans le recrutement, ce progrès de la généralisation a entraîné des conséquences positives sur les trois autres objectifs. L'effort ayant été demandé à l'enseignement public, la part relative du privé a reculé de 25 % en 1956 à 8 % en 1962. De même, le gonflement massif des effectifs du primaire a entraîné dès 1959 sa marocanisation quasi intégrale, pour les élèves et pour les enseignants en 1962. L'arabisation a également progressé. En 1956, 10 heures d'arabe seulement sur

30 heures hebdomadaires dans les cinq années du primaire. Dès 1960, deux années (cours préparatoire et cours élémentaire 1) sont totalement arabisées et les trois autres arabisées à 50 % (1).

Ainsi, portées par la lame de fond du recrutement à la base, la généralisation, l'unification, la marocanisation et l'arabisation ont, dès 1962, atteint des niveaux qui n'ont pas été depuis sensiblement dépassés.

b. — Coup d'arrêt à partir de 1962 : la coopération, instrument de sélection et de répression.

Dès 1962, en effet, la situation a radicalement changé. Les pressions populaires sont moins fortes (les espoirs de l'indépendance sont tombés et l'école s'est dépréciée comme moyen de promotion) et la grosse vague primaire atteint au rivage secondaire.

Or, ni le système éducatif (secondaire trop faible et pas assez arabisé), ni l'économie (l'emploi dans l'administration commence à se saturer et il ne progresse pas dans le privé), ni la société (irruption de cadres d'origine populaire) ne sont en mesure de les accueillir. La « société » se sent menacée. Cette protubérance suspecte, formée dans les bas-fonds du primaire et qui monte inexorablement, risque de tout faire sauter : il faut l'arrêter.

LA COOPERATION MONTE LA GARDE

Depuis lors, toute la politique de l'enseignement s'explique par cette obsession : comment réduire, dans le secondaire et le supérieur, les conséquences de la poussée de 1956-60 ? La parade a reposé sur les deux actions suivantes :

— stopper la croissance du primaire,

— mettre en place à l'entrée et au cours du secondaire un impitoyable système de sélection qui organisera un filtrage efficace des élèves.

Sur le premier front, la coopération sert de force de dissuasion ; sur le second, elle est en première ligne.

Dans le primaire, le Plan Quinquennal 1960-1964 avait fixé les objectifs suivants : 1 million 500.000 élèves à la fin du quinquennal (taux de scolarisation à 70 %), 2 millions 200.000 élèves en 1969 (taux de scolarisation à 100 %). Or, depuis 1962-63, les effectifs globaux du 1[er] degré se sont stabilisés. 1963 : 1 million 115.745 élèves ; 1969 ; 1 million 142.810 élèves, ce qui, compte tenu du croît démographique et du poids énorme des redoublements, entraîne une régression du taux de scolarisation. L'objectif est donc atteint, les effectifs du primaire sont contenus et n'augmenteront pas l'embouteillage des lycées et collèges.

La coopération a joué dans cette « fermeture » un rôle indirect, mais non sans importance : l'existence de la coopération en tant que culture dominante, la présence massive de coopérants dans le secondaire ont été un puissant facteur limitant du 1[er] degré. Pourquoi développer un enseignement primaire en arabe, si on ne peut ni marocaniser ni donc arabiser le secondaire ? Pourquoi développer un enseignement primaire avec le concours d'enseignants marocains de faible qualification, alors que le secondaire, du fait de la coopération, maintient, du moins en théorie, ses exigences de niveau ? Pourquoi enfin scolariser des enfants rattachés à un milieu culturel dit « traditionnel », alors que dans le secondaire, grâce aux enseignants étrangers, est dispensé un enseignement « moderne » auquel rien ne les prépare ?

Dans le secondaire, la tâche assignée à la coopération est plus directe. Postée dans les secteurs de promotion, ceux qui forment les élites, elle est de plus en plus forte à mesure que l'on s'élève dans la scolarisation. Majoritaire dans l'ensemble du corps enseignant secon-

(1) Plan Triennal 1965-1967.

daire (55 %), elle accroît son poids relatif dans l'enseignement secondaire public (57 %), puis dans l'enseignement secondaire général (62 %). Si l'on examine le groupe des enseignants en langue française du second degré, secteur noble s'il en est, qui monopolise les disciplines scientifiques, la domination statistique de la coopération, générale à tous les niveaux, apparaît écrasante dans les hauts grades : 90 % des professeurs de deuxième cycle, 87 % des professeurs de premier cycle, 94 % des répétiteurs instituteurs bacheliers, et 45 % des répétiteurs, instituteurs non bacheliers. Les coopérants ont donc le commandement absolu des accès et places-fortes qui jalonnent le circuit des élites et ils sont en mesure d'exercer des coupes sombres parmi les rescapés du premier degré.

LA COOPERATION COMME REPRESSION

Il faut reconnaître à cette sélection son efficacité. Dès le primaire, sur 100 élèves du cours préparatoire, 50 abandonnent avant le CM2 et 16 seulement arrivent dans le secondaire. Tout au long du secondaire, les déperditions (abandons + redoublements) évoluent entre 20 et 30 %. Les taux de réussite au C.E.S. et au baccalauréat s'effondrent : entre 1964 et 1966 : le taux de réussite au C.E.S. tombe de 50 % à 34 %. Quant au pourcentage de réussite au bac, sa baisse est brutale et régulière : 1964, 51 % ; 1965, 40 % ; 1966, 29 %.

De la base au sommet, tout est conçu pour désigner, parmi les élèves, ceux qui sont dignes de recevoir le seul vrai savoir, le savoir moderne et scientifique dispensé par les coopérants. Omniprésente, jusque dans les secteurs dont elle a été physiquement évacuée, la coopération a tout pouvoir pour séparer le bon grain de l'ivraie.

Déjà, dans le primaire, s'organise la discrimination entre le rural et l'urbain : 40 % des effectifs du premier degré sont scolarisés dans les campagnes alors que la population rurale regroupe 70 % de la population totale. Mais, au fils de paysan, l'instituteur des villes qui n'accepte pas son exil, décrit un monde moderne, idéalisé par la nostalgie et la culture de coopération, qui est la négation même de tout ce que sait et croit l'enfant des campagnes. Tout le savoir, toute l'expérience qui fait qu'un homme est un homme à la campagne est nié, piétiné. L'enfant est venu entendre l'instituteur lui expliquer qu'il n'existe pas et lui proposer comme seule voie de salut son propre reniement et la trahison de sa classe. Il est vrai que l'école est l'occasion d'autres découvertes : extrait du village où le travail, le sexe, la parole et la propriété sont inscrits dans le temps à leur place précise, l'enfant apprend que l'argent, télescopant le temps social, peut donner tout de suite et à la fois, le travail, la propriété, le sexe et la parole.

Plus il s'élève dans la scolarité et plus la pression se fait sur lui insistante de renier ses origines. Dès le début du secondaire, les rescapés du primaire rencontrent massivement la langue étrangère, langue de civilisation et de science, et l'enseignant français, dispensateur privilégié du savoir puisque le savoir est français. Réprimés dans leur origine de classe (paysans et ouvriers), réprimés dans leur langue, réprimés dans leur histoire et dans leur culture, ces parvenus de la connaissance sont expulsés par bataillons entiers du cercle des élus qu'ils n'auraient jamais dû franchir. Prêtant complaisamment les armes de sa langue, de sa culture, de son histoire, la coopération apporte à cette besogne un soutien décisif en appliquant avec un zèle morbide le couperet du niveau. Bientôt le but aura été atteint : les barrages, où veille la coopération, éliminant en masse les enfants des classes populaires, ne laisseront plus passer que les sectateurs des couches liées à l'impérialisme et les zélateurs de sa culture. Ainsi, l'enseignement hérité de la colonisation, après quelques ratés à l'indépendance, retrouve, avec le soutien des anciens, tout son potentiel répressif.

La politique des quatre principes est bien vidée de son contenu. On a vu le rôle de la coopération, principal

instrument de la sélection, contre la *généralisation* et la démocratisation. La *marocanisation*, elle aussi, est gênée par l'opportune présence des coopérants qui dispense d'une formation accélérée et massive d'enseignants nationaux, coûteuse pour les finances publiques et incertaine politiquement. La coopération est concentrée dans le 2e cycle où son rôle est d'éliminer les « mauvais » élèves. Mais elle est forte également dans le premier cycle où, de plus en plus, elle va prendre la place d'enseignants marocains. Ainsi, dans la section la plus importante du secondaire moderne, les enseignants étrangers regroupent 87 % des professeurs de premier cycle, 94 % des répétiteurs, instituteurs bacheliers et 45 % des répétiteurs instituteurs non bacheliers. *L'arabisation*, liée à la marocanisation, se heurte aussi à cette forte présence d'étrangers qui non seulement ne peuvent enseigner en arabe mais, de plus, doivent recevoir, de l'amont des élèves formés en français et ne peuvent produire pour l'aval que des francophones. Quant à *l'unification*, sa réalisation est toute formelle : comme on l'a vu, c'est de l'intérieur que l'enseignement est investi par la coopération, cinquième colonne de la domination étrangère. Malgré sa faible importance numérique, il ne faut pas non plus négliger le rôle qualitatif de la Mission Universitaire et Culturelle Française : c'est le sommet du cursus honorum de l'aspirant en culture de coopération qu'il vient consommer là, à la source, le lieu où enfin entre soi, débarrassées de toute interférence triviale, élites nationales et étrangères communient dans le culte commun.

Au nom du réalisme, d'étranges discours appelés plans tracent un avenir « inévitable » : « Hier étaient l'école, la culture, la langue de l'occupant. Demain ce sera l'école, la culture, la langue du peuple. Mais aujourd'hui il faut reconnaître la dure leçon des faits : il n'y a pas de maîtres nationaux, de manuels en arabe, d'enseignement scientifique ». Bureaux du Plan, étranges officines où s'écrit l'avenir et où toujours le passé est invoqué contre l'avenir. Logique simpliste évidente : l'école était française, l'école sera marocaine, donc l'école est française. C'est le rôle de la culture de coopération de faire en sorte que l'école nationale reste toujours dans l'avenir et que l'école étrangère soit toujours dans le présent.

appel pour un fonds de soutien de "SOUFFLES"

Pour des raisons financières, SOUFFLES a dû freiner au cours de cette année le rythme de ses parutions.

Depuis sa création en mars 1966, la revue s'est débattue en permanence dans des problèmes d'ordre matériel. Ces problèmes, nous le savons, sont normaux lorsqu'il s'agit d'une publication militante mise à l'index des entreprises capitalistes qui règlent d'habitude, par l'octroi de la publicité, le sort de la presse.

Malgré ces difficultés, SOUFFLES a tenu contre toutes les prévisions pessimistes, contre toutes les normes du « bon sens » commercial dans ce domaine.

Si elle a tenu, c'est justement parce qu'elle n'a jamais été une entreprise dont le jeu capitaliste pouvait règler le sort. C'est parce qu'elle a exprimé, s'est identifiée à un combat qui ne concerne pas un groupe restreint mais qui est celui de toutes les forces progressistes luttant, dans notre pays, contre les différentes formes d'exploitation et d'oppression, qu'elles soient idéologiques, culturelles ou économiques et politiques. Aussi, nos lecteurs, nos amis n'ont cessé de nous apporter le soutien moral et matériel qui nous a permis de continuer jusqu'ici. Mais, si ce soutien fut assidu, enthousiaste, il n'a pas été assez large et systématique pour aider la revue à faire face à ses difficultés, aux exigences matérielles croissantes.

Si bien qu'après des années d'existence, nous nous trouvons face à un déficit de l'ordre de 10.000 DH (un million), qu'il nous faut combler d'urgence.

Nous faisons appel à tous nos lecteurs, à tous les amis de la revue, à tous ceux qui sont concernés par notre combat pour qu'ils nous aident à résoudre le problème financier de SOUFFLES. Nous savons que cet appel sera une petite bataille que nous livrons pour nous assurer davantage des liens qui unissent notre revue à ses lecteurs, à tous les progressistes au Maroc, au Maghreb et à l'étranger.

Cette « bataille pour le million », nous sommes convaincus que vous nous aiderez à la gagner. Si nous la gagnons, fondamentalement, cela voudra dire que SOUFFLES est devenue indispensable à la lutte des forces progressistes dans notre pays, et au dialogue exigeant et militant entre nous et nos amis du Maghreb et d'ailleurs.

Soutenez SOUFFLES — Envoyez au fonds de soutien de SOUFFLES vos contributions.

SOUFFLES — 4, avenue Pasteur, Rabat — C.C.P. 989 79 Rabat, « Fonds de soutien ».

Lisez انفــــاس

مجلــة فكريــة عربيــة مغربيــة (تصدر شهريا)

revue culturelle maghrébine en langue arabe «mensuelle»

Au sommaire des premiers numéros :

N° 1 (mai 1971)

- Les phases d'évolution politique de la classe ouvrière marocaine
- Le problème agraire au Maroc
- La révolution palestinienne dans l'hebdomadaire « Palestine »
- Les leçons de la lutte du peuple vietnamien
- Sous-développement et Tiers-Monde
- Vers une solution démocratique du problème palestinien

N° 2 (juin 1971)

- Le 5 juin 67 et les séquelles de la Défaite
- L'évolution du mouvement estudiantin marocain
- La lutte des classes en Egypte de 1945 à 1968 (1)
- Le Tchad
- « L'autocritique » de Allal Al Fassi et la crise de la pensée salafite (1)
- Culture nouvelle et libération idéologique
- La situation sociale au Dhofar

N° 3/4 (juillet-août 1971)

- La réalité du procès de Marrakech
- Le problème agraire dans la région du Gharb
- A propos de « La crise du Moyen-Orient et le problème palestinien » de M. Ali Yata
- La lutte des classes en Egypte de 1945 à 1968 (2)
- La crise de la pensée salafite (2)
- Dictature et démocratie
- La pénétration d'Israël en Afrique

N° 5 (octobre 1971)

- La Presse nationale et les problèmes arabes
- Remarques sur « la crise économique »
- La réalité de l'Union arabe tripartite
- La situation des classes en Algérie (1)
- Débat autour du « mouvement national »
- La poésie, arme invisible, lecture nouvelle d'Al Bayati, poète irakien

BULLETIN D'ABONNEMENT

Pour des raisons de commodité, nous avons dû abandonner la formule d'abonnements annuels et la remplacer par l'abonnement par tranche de 6 numéros.

Nos lecteurs doivent donc nous préciser par quel numéro ils voudraient commencer leur abonnement (à la suite de quoi ils recevront le numéro en question et les cinqs suivants).

Nom .... Prénom ....

Adresse ....

Ville .... Pays ....

TARIFS

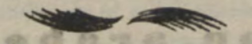
Abonnement de soutien à partir de 50 DH

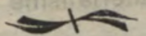
Abonnement ordinaire :

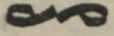
Maroc	20 DH
Monde Arabe	25 DH
Europe et Afrique	30 DH
Amériques et autres	50 DH

Somme que je verse à votre C.C.P.: SOUFFLES, Rabat 989 79 ou que je vous adresse par mandat - poste ou chèque bancaire à l'ordre de SOUFFLES, 4 avenue Pasteur, Rabat, Maroc

Nous ne pouvons fournir de spécimen gratuit. Toute demande de spécimen doit être accompagnée pour être satisfaite, de la somme de 5 DH en coupons-réponses internationaux. Aucun envoi n'est fait contre-remboursement.







POUR UNE MEILLEURE INFORMATION

SOUFFLES propose un échange publicitaire avec toutes les revues et publications anti-impérialistes et de soutien à la cause des peuples palestinien et arabes.



nation arabe

vers une solution démocratique du problème palestinien

Plus d'un an s'est écoulé depuis la communication de ce texte par le Front Démocratique Populaire de Libération de la Palestine (F.D.P.L.P.) à l'opinion arabe et mondiale. Le point de vue qui y est développé concernant « la solution démocratique du problème palestinien » a été initialement présenté au 6e Congrès du Conseil National Palestinien, le texte que nous publions lui-même ayant été par la suite communiqué à la Conférence Mondiale des Chrétiens pour la Palestine qui, comme on le sait, s'est tenue en mai 1970 à Beyrouth.

Certes, les analyses traitant de ce problème et provenant des autres organisations palestiniennes comme le Fath et le F.P.L.P. sont nombreuses et tout aussi importantes et complémentaires. Mais il nous semble que la démarche suivie dans le texte que nous publions est encore plus rigoureusement scientifique du point de vue du matérialisme historique et de la lutte des classes.

Ce texte, malgré le temps qui s'est écoulé, garde non seulement une justesse et une actualité remarquables, mais plus encore s'avère prophétique à bien des égards. Car, si la réaction arabe s'est totalement démasquée comme agent de l'impérialisme, après les massacres de Amman en septembre 1970 etceux de l'été dernier, après les pendaisons des fidayins, le mythe des bourgeoisies d'état arabes « progressistes » s'est effondré dans la mêlée lamentable de la chasse aux sorcières au Soudan, dans la répression sanglante des ouvriers de Hélouan en Egypte et dans la complicité savamment camouflée avec les services secrets de l'impérialisme pour traquer et envoyer à la potence les véritables militants du peu-

ple arabe soudanais, rôle dont s'est chargé avec un fanatisme délirant le régime lybien.

Les peuples arabes savent désormais à quoi s'en tenir. La lutte contre l'ennemi principal, l'impérialisme, est intimement liée à la lutte contre l'ennemi de classe.

La révolution palestinienne aura encore une fois, grâce aux sacrifices de milliers de ses meilleurs fils, clarifié la voie et désigné les objectifs de lutte aux peuples arabes.

Lorsque nous parlons de cette révolution comme l'avant-garde, le fer de lance de la révolution arabe, c'est dans le sens de cette clarification que nous l'entendons.

SOUFFLES

Le sionisme s'annonce essentiellement comme le résultat de la réaction de la petite et moyenne bourgeoisie juive (et ce sont elles qui constituent l'essence même du Judaisme), vis-à-vis de deux faits :

a) Détérioration de la situation des juifs d'Europe orientale, du fait que les juifs représentant le capitalisme primitif (commerce et usure), il était normal que l'effondrement de l'économie féodale et des formes de capitalisme primitif leur porte un coup fatal, aggravé par le déséquilibre entre le développement du capitalisme et l'effondrement de la féodalité et du capitalisme primitif. Aussi, devenait-il très difficile pour les juifs de s'intégrer au sein du nouveau système économique et ses nouveaux rapports de production dont la très lente évolution est en contradiction avec la rapidité de l'écroulement des anciens rapports.

b) Montée de la vague antisémite en Europe occidentale. La concentration capitaliste et l'apparition du capitalisme monopolistique ont détruit les classes moyennes. Celles-ci ont réagi contre les éléments juifs qui ont accaparé leurs moyens de subsistance et ont aggravé leur situation.

Cependant, le sionisme comme idéologie n'est qu'un reflet déformé de la réalité, et une théorisation erronée d'un besoin matériel. En tant que reflet déformé de la réalité, le sionisme se dispense de rechercher les causes et les raisons qui se cachent derrière l'antisémitisme, les diverses formes qu'il prend, et la fonction sociale qu'il remplit.

Le sionisme va jusqu'à affirmer que la « nature humaine » ne change pas et que l'antisémitisme et l'oppression des minorités sont inhérents à la nature humaine Ils constituent donc deux faits éternels qu'on ne peut ni affronter, ni détruire. Ainsi le sionisme, après avoir posé la pérennité de l'antisémitisme, va résoudre le problème en l'escamotant, c'est-à-dire en disant que le salut consiste à accepter l'antisémitisme comme un état de fait naturel, et à émigrer vers la Palestine pour transformer la minorité en majorité qui s'autogouverne dans un état national. De même, le sionisme, du fait qu'il est une théorisation fallacieuse de nécessités objectives et matérielles, n'est qu'une réaction de refus de la petite et moyenne bourgeoisie de tomber dans les rangs du prolétariat, et de leurs besoins d'avoir un marché national indépendant dans un état national juif.

Il est naturel que la solution que présente le sionisme à la question juive — création d'un Etat juif en Palestine — soit une « illusion utopique petite-bourgeoise ». Car la question juive, qui prend l'aspect d'une question mondiale à cause de l'existence de juifs dans plusieurs pays, ne peut être résolue, à ce niveau, dans le cadre capitaliste. L'abolition de l'antisémitisme ne sera accomplie qu'avec l'abolition de ses causes, soit l'abolition du système économico-social qui l'a engendré. En fait, la création de l'Etat d'Israël n'a pas résolu la question juive et l'antisémitisme n'est pas mort, même s'il a reculé vu l'apparition de nouvelles formes d'oppression

raciale et chauvine en Occident (oppression des tziganes, racisme envers les travailleurs étrangers et particulièrement arabes, racisme envers les noirs).

L'antisémitisme n'a pas de rapports avec l'existence ou l'absence d'un Etat juif, de même que l'existence du grand Etat chinois ne protège pas les chinois de l'oppression raciale dans les autres pays. Au contraire, l'affirmation que le sionisme représente les juifs du monde entier et que ceux-ci doivent soutenir inconditionnellement Israël encourage l'antisémitisme. Bref, la situation des juifs est liée à l'ensemble des conditions économiques, sociales et politiques dans le monde. Même si nous supposons qu'Israël peut accueillir tous les émigrés de l'Occident, si la vague d'antisémitisme venait à se développer, ceux-ci trouveraient en face d'eux l'inimitié arabe.

Mais, c'est la solution illusoire que présente le sionisme à la question juive qui a déterminé la nature spécifique du colonialisme sioniste en Palestine, et qui a fait de ce colonialisme un colonialisme différent du colonialisme classique. Ce dernier vise à exploiter les richesses du pays colonisé ainsi que la force de travail des autochtones dans les mines, l'industrie et l'agriculture capitalisés. Quant au colonialisme sioniste, il est d'une nature spécifique, imposée par son but défini : créer un Etat juif, ce qui l'a poussé à s'approprier la terre, à l'occuper et à la vider de ses habitants, ou, dans le meilleur des cas, à les transformer en minorité au sein d'un Etat monoracial.

Il était inéluctable, pour le colonialisme sioniste, avant même la création de l'Etat d'Israël, de s'attirer l'inimitié de tout le peuple arabe de Palestine, car il constituait une violation flagrante de ses droits nationaux, et leur négation. D'autre part, la stratégie d'Israël a été, dès le début, basée sur la politique du fait accompli, ce qui en a fait un Etat de nature expansionniste, et par là même a conduit à un antagonisme entre Israël et les peuples arabes dans leur totalité.

De même, la solution préconisée par le sionisme à la question juive, a imposé des relations bien définies entre le sionisme et l'impérialisme. Au moment où les forces productives ont commencé à déborder les frontières nationales, le sionisme est allé créer un Etat artificiel et isolé. Pour cela, le sionisme était obligé de faire alliance avec l'impérialisme ; l'Etat national artificiel ne peut exister qu'en tant que fait colonial, intimement lié à l'impérialisme qui domine la région. Et l'un des aspects fondamentaux de l'histoire du sionisme est celle de ses alliances avec tel ou tel impérialisme (relations avec l'empereur d'Allemagne, avec le sultan ottoman, avec l'Angleterre à partir de 1917, enfin avec les U.S.A. depuis 1945). Cette alliance avec l'impérialisme n'est pas, comme essayent de le faire croire les « sionistes de gauche », un fait imposé par l'hostilité des arabes, mais un choix imposé par la nature même de l'objectif que s'est proposé le sionisme, et ceci apparaît très clairement dans le journal de Théodore Herzl, créateur du sionisme politique.

Aujourd'hui, Israël joue le rôle de gendarme, protégeant les intérêts impérialistes dans la région, et se tenant aux aguets, prêt à attaquer le mouvement national de libération arabe chaque fois que celui-ci menace sérieusement les intérêts de l'impérialisme. Parallèlement, l'impérialisme garantit l'existence d'israël, en lui fournissant en permanence les aides financières et militaires d'une part, et en conservant les structures traditionnelles, faibles et rétrogrades dans la zone arabe, en s'alliant avec elles, d'autre part.

Cette relation précise entre Israël et l'impérialisme met la question palestinienne au cœur de la lutte anti-impérialiste dans la région et approfondit la contradiction entre d'une part Israël, et d'autre part les classes et les avant-gardes qui mènent cette lutte.

En conclusion, disons que l'Etat d'Israël est une force coloniale d'une nature spécifique, et il est, en même temps, une partie intégrante du camp impérialiste, actuellement allié aux U.S.A. qui sont à la tête de ce camp. Mais la nature spécifique du colonialisme israélien donne à Israël une indépendance relative, représentée par sa politique propre dictée par ses intérêts spécifiques et qui ne coïncident pas toujours avec les intérêts généraux du

camp impérialiste. Mais cette indépendance reste relative car la spécificité d'Israël ne peut outre passer l'unité du camp impérialiste, de même que cette unité ne nie pas cette spécificité.

Relation organique entre lutte palestinienne et révolution arabe

Si la stratégie signifie la définition des priorités et la délimitation des rôles, ainsi que les relations réciproques entre ces rôles, on peut dire que l'idéologie nationaliste petite-bourgeoise, en ce qui concerne la lutte palestinienne et la révolution arabe, de même que l'idéologie de la petite-bourgeoisie palestinienne, conduisent, de par leur faiblesse théorique, à l'absence d'une stratégie claire.

La pensée nationaliste petite-bourgeoise s'oppose à toute tentative de définir le rôle de la lutte palestinienne au sein de la révolution arabe, en recourant à une vague phraséologie sur la « totalité nationale » de la révolution arabe. Cette opposition n'est qu'une tentative pour fuir la précision, car celle-ci dévoile l'impuissance du programme nationaliste petit-bourgeois. Ce même programme a longtemps retardé la lutte antisioniste « en attendant que la nation arabe se libère du colonialisme », et en ignorant le rôle actif joué par Israël, par le soutien qu'elle apporte à l'impérialisme dans la région. Le résultat était que le mouvement anti-impérialiste et de libération arabe était arrivé, sous la direction de la petite-bourgeoisie, à des limites qu'il ne peut dépasser, donnant l'occasion au danger sioniste de s'aggraver. De même, cette opposition cache une tentative de soumettre la lutte palestinienne au programme actuel du nationalisme petit-bourgeois qui veut freiner le danger israélien et non le supprimer, d'une part, et d'autre part, freiner les transformations révolutionnaires qui s'effectuent dans la région et qui menacent les positions de la petite-bourgeoisie. Sans compter que cette opposition essaie, au nom de la « totalité nationale », de cacher l'incapacité du mouvement nationaliste petit-bourgeois de dépasser les règles du jeu des relations arabes, imposées par les régimes réactionnaires arabes, et l'obligation, pour ce mouvement, de garder le silence sur les tentatives des régimes réactionnaires de faire avorter la résistance palestinienne, ou de jouer le rôle d'intermédiaire entre régimes réactionnaires et résistance.

Quant à la pensée petite-bourgeoise palestinienne, elle en arrive, dans sa réaction à l'echec du programme nationaliste petit-bourgeois, à séparer arbitrairement la lutte palestinienne de la révolution arabe en présentant la lutte anti-sioniste comme une tâche spécifique de la « Révolution Palestinienne », et en limitant le rôle des masses arabes à celui d'appuyer et soutenir la « révolution palestinienne » et à former ce qu'on appelle le « Front arabe de soutien ». Ceci passe sur le fait que les Palestiniens, en dernière analyse, sont incapables, à eux seuls, de détruire l'Etat sioniste si les masses arabes se contentent d'un appui statique, et le fait que la lutte anti-sioniste est devenue une tâche urgente à l'ordre du jour de l'ensemble du mouvement national de libération arabe après la guerre de juin 67. Cette position ignore, en fin de compte, les liens organiques qui existent entre sionisme et impérialisme, ce qui conduit à l'absence d'une stratégie claire, et donc à une politique opportuniste avec la réaction arabe, alliée de l'impérialisme, aux dépens de la lutte anti-impérialiste, et par là même de la lutte contre le sionisme lui-même.

La révolution arabe est la synthèse de deux luttes simultanées : la lutte contre le sionisme et celle contre l'impérialisme. Ces deux luttes sont liées en raison de la relation entre sionisme et impérialisme. Tant que l'impérialisme verra son intérêt dans la conservation du fait sioniste - et naturellement, il en sera toujours ainsi - l'abolition de l'impérialisme dans la région arabe (ou dans sa majeure partie) sera nécessaire pour réaliser la victoire définitive sur le sionisme. Parallèlement, tant qu'israël jouera ce rôle de gendarme pour l'impérialisme. Il sera nécessaire de développer la lutte anti sioniste pour empêcher Israël de mener ses attaques contre le mouvement national de libération arabe quand celui-ci en vient à menacer sérieusement les intérêts impérialistes.

Mais cette lutte contre l'impérialisme est essentiellement une lutte de classes. L'impérialisme renforce sa domination sur la zone arabe à travers son alliance avec les oligarchies gouvernantes dans les régimes réactionnaires, et aussi à travers l'incapacité des régimes petits-bourgeois de mener une lutte décisive, méthodique et militaire

contre l'impérialisme, De là, la lutte contre l'impérialisme placera nécessairement face à face les classes qui ont intérêt à mener cette lutte et celles qui ont intérêt à s'allier avec l'impérialisme. Cette lutte deviendra une lutte pour détruire les régimes réactionnaires alliés à l'impérialisme, et pour instaurer des régimes démocratiques populaires où les classes laborieuses pourront réaliser la libération totale et le progrès social.

Seulement, le fait que la victoire finale soit conditionnée par l'abolition de l'impérialisme, ne signifie nullement que la lutte anti-sioniste doit être reportée jusqu'à l'abolition de l'impérialisme, mais signifie, au contraire, que la lutte anti-sioniste doit attiser et soutenir la lutte de classes contre l'impérialisme, et vice-versa.

Les conditions objectives pour l'interpénétration des deux luttes existent. Les réactions d'Israël vis-à-vis de la résistance palestinienne, se dirigent, et ne peuvent que se diriger contre les états arabes, ce qui dévoile ces régimes devant les larges masses arabes et pousse des secteurs de plus en plus larges de ces masses dans l'arène de la lutte révolutionnaire, ce qui permet, nécessairement, le développement de la lutte anti-impérialiste. D'un côté, les affrontements sucessifs entre la résistance et tel ou tel régime arabe, montreront à cette résistance qu'elle ne peut que s'allier avec les forces révolutionnaires arabes anti-impérialistes. Mais l'existence de ces conditions objectives doit se réaliser dans **un front révolutionnaire arabe, englobant les forces anti-sionistes et anti-impérialistes. La tâche fondamentale de ce front sera de tracer une stratégie révolutionnaire arabe globale** qui prendrait en considération l'interpénétration des deux luttes en même temps que leur distinction du fait que la lutte contre le sionisme est une lutte nationale, et que la lutte anti-impérialiste est une lutte de classes, ce qui impose à la première une logique spécifique, celle des alliances nationales, et, à la seconde, une autre logique, celle de la lutte de classes.

De là nous concluons que la victoire de la cause palestinienne est conditionnée par la création d'un instrument révolutionnaire arabe uni, avec une stratégie cohérente commune, qui mènerait une lutte complémentaire au niveau de toute la région. Mais la création de cet instrument suppose l'existence de forces de classes capables de mener la lutte anti-impérialiste. Le problème fondamental de la révolution arabe dans son ensemble — et la résistance palestinienne en fait partie — est dû au fait que ces forces existent à peine. C'est que la faillite historique du nationalisme petit-bourgeois, c'est-à-dire son incapacité à réaliser les tâches de cette phase (la révolution démocratique nationale), n'a pas été accompagnée de l'apparition d'une nouvelle classe sur la scène politique arabe. De là, la tâche centrale des nouveaux révolutionnaires est d'édifier une force populaire composée d'ouvriers, de paysans, et des couches les plus appauvries de la petite-bourgeoisie, et de mener la lutte sous la direction de l'idéologie de la classe ouvrière, de son programme et de ses mots d'ordre. Alors, les liens de cette grande alliance se renforceront, et il sera possible de mettre au point l'instrument révolutionnaire.

De même que la victoire de la cause palestinienne est conditionnee par la création d'un instrument révolutionnaire arabe uni, on ne peut imaginer une solution révolutionnaire pour la question palestinienne qu'au sein de la révolution arabe globale, et à l'échelle de toute la région. Toute solution qui se limiterait à l'échelle palestinienne serait nécessairement une solution réformiste et partielle, fondée sur le désir de trouver une solution au problème, sans chercher une transformation radicale de toute la région. Au contraire, toute solution à l'échelle de la région doit tenir compte du fait que les conditions de la victoire de la cause palestinienne sont celles-là mêmes qui mettraient fin à la fragmentation artificielle dont souffre la région, ce qui signifie, dans les deux cas, la montée des forces populaires dirigées par la classe ouvrière et son programme. La fin de la fragmentation est conditionnée par la domination d'une classe unifiée intérieurement, qui est la classe ouvrière. Quant à la petite-bourgeoisie, elle est incapable car c'est une classe dispersée et non unifiée : même ses fractions au pouvoir sont incapables de s'unifier de par leur jalousie à sauvegarder les privilèges que leur donne le pouvoir. Et si jamais elles arrivaient à réaliser une unité, celle-ci serait faible et formelle, car incapable de construire la base économique commune qui soutiendrait cette unité.

Les solutions stériles

Face à une question aussi complexe que la question palestinienne, se présente une multitude de solutions dont chacune exprime, en dernière analyse, une position de classe. La réaction arabe a présenté une solution verbale chauvine, consistant à « égorger les juifs et les jeter à la mer », ou, dans le meilleur des cas, à les expulser. La réaction vise, par cette «solution», à inculquer aux masses arabes une éducation chauvine et fanatique, afin de voiler son antagonisme avec ces masses, donc d'escamoter la lutte de classes. Pendant très longtemps, la réaction a exercé un chantage terroriste à l'égard des forces révolutionnaires arabes, en les accusant de porter atteinte à l'union nationale, et donc de servir l'ennemi sioniste. Ceci alors que la réaction constitue la meilleure garantie pour l'Etat d'Israël, du fait de son alliance avec l'impérialisme et de la conservation des structures rétrogrades traditionnelles de la société arabe dans l'affrontement contre la supériorité technologique israélienne. Et c'est cette alliance objective avec le sionisme que veut cacher la réaction derrière des phrases chauvines et délirantes. D'autre part, cette solution considère tout juif comme étant un sioniste, et c'est exactement cela que tente d'accréditer le sionisme ; ainsi, la réaction renforce davantage son alliance objective avec le sionisme. Cependant, cette solution néglige nécessairement la force de l'ennemi sioniste, et c'est pour cela que la réaction a été incapable de la maintenir au lendemain de la défaite de juin. Alors, avec la même logique chauvine, elle a commencé à exagérer indéfiniment la force de l'ennemi, en présentant les choses de la façon suivante : il existe un complot international sioniste, juif, pour dominer le monde ; Israël et son expansion ne sont que la première phase de ce vaste complot dont le capitalisme occidental est aussi la victime. La réaction veut, tout d'abord, se défaire des responsabilités de la défaite; si l'ennemi, dit-elle, a « une telle puissance, au point de faire du puissant capitalisme une victime, la défaite de juin devient tout à fait compréhensible et justifiée devant un tel ennemi ! ». Elle veut ensuite innocenter l'impérialisme du « crime que constitue son soutien à Israël, et donc justifier son alliance avec lui : l'Occident est victime du complot sioniste mondial, il est innocent mais trompé ». A quelle solution aboutit cette logique ? à la solution « pacifiste » : « La solution ne consiste pas à lutter contre le sionisme et l'impérialisme, mais à renforcer l'alliance arabe avec l'Occident, en convaincant ce dernier qu'il est victime d'un complot ... alors il cessera d'appuyer Israël ».

Quant aux régimes petits-bourgeois, ils présentent une solution qui exprime leur crise historique. Ils considèrent la défaite comme étant une défaite militaire pure, et que la voie pour se débarrasser de ses séquelles consiste en une victoire que remporteront les armées régulières. Ils sont incapables de mener une lutte méthodique et unitaire contre l'impérialisme, car cela signifiera le sacrifice des privilèges récemment acquis par la minorité embourgeoisée qui dirige ces régimes. Ils ne peuvent, s'allier à l'impérialisme car celui-ci a des alliés plus sûrs et plus fidèles dans les régimes réactionnaires. Ils ne peuvent, dépasser les règles du jeu politique arabe telles qu'elles sont imposées par les régimes réactionnaires. Ils ne peuvent enfin que supprimer, de par leur antagonisme avec les masses populaires, le rôle de celles-ci, que ce soit dans la lutte palestinienne ou dans la lutte contre le sous-développement. Et tant que la victoire sur le sionisme nécessite l'abandon d'une victoire militaire régulière au profit de la guerre populaire et exige une lutte décisive contre l'impérialisme, l'abolition de la domination réactionnaire sur la scène politique arabe et la mobilisation des masses populaires, ces régimes ne trouvent devant eux, comme solution, que la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967, selon leur interprétation, c'est-à-dire le retour à la situation d'avant la guerre de juin. Mais, cette « solution » n'en est pas une en réalité, car l'Etat d'Israël, quelles que soient ses frontières, et même avec le retour des réfugiés, constituera toujours une violation du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, et un poste avancé de l'impérialisme menaçant le mouvement de libération nationale arabe.

Il y a aussi la solution adoptée par la « gauche » sioniste et la réaction palestinienne en Cisjordanie qui consiste à créer un Etat palestinien sur une partie de la Palestine coexistant avec l'Etat d'Israël, et le reconnaissant. Cette solution vise à escamoter la question palestinienne, à affaiblir la lutte actuelle, à créer un Etat marionnette

entre les mains d'Israël permettant, en tant qu'ouverture économique, de soumettre le monde arabe à la domination économique d'Israël.

Quant à la solution qui consiste à créer un Etat binational dans toute la Palestine — solution d'abord adoptée et actuellement abandonnée par le Matzpen — elle est erronée car, d'une part, elle établit une séparation arbitraire entre la Palestine et la région arabe (c'est-à-dire à « résoudre » la question au sein de la fragmentation actuelle, aboutissant à un compromis avec le sionisme), et d'autre part, cet Etat binational ne constitue pas une garantie contre le retour de l'oppression d'une partie par une autre. Et tant que cette « solution » se fera au sein de la réalité existante, c'est le côté israélien qui exercera cette oppression. Il y a, enfin, la solution préconisée par Ury Avnéry, qui consiste en une fédération entre l'Etat d'Israël et un Etat Palestinien. Cette solution réformiste et petite-bourgeoise ne vise pas à détruire le sionisme et Israël, mais seulement à en extirper quelques défauts ; elle néglige l'essence du problème, à savoir que l'existence d'Israël, en tant qu'Etat, et quelle que soit sa forme, constitue une négation du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même.

La solution démocratique

Face à ces solutions stériles, il y a la solution démocratique au problème palestinien. Cette solution ne vient pas d'un désir subjectif ou intellectuel, mais d'une analyse de la réalité objective et des lois qui gouvernent les possibilités du développement de cette réalité, ainsi que d'une vision stratégique fondée sur cette analyse. Cette solution consiste à séparer les Juifs du sionisme et considère, conformément à la réalité, que l'antagonisme ne se situe pas entre les juifs et les arabes, mais entre le sionisme d'une part, et la nation arabe, dont le peuple palestinien fait partie, d'autre part. C'est pourquoi, la destruction du sionisme, et non celle des juifs, est la condition de cette solution. Mais, tant que le sionisme est le ciment de la société israélienne, la communauté israélienne restera une communauté oppressive : c'est pourquoi il faut détruire le sionisme et la colonisation sioniste en Palestine. Mais ce colonialisme est spécifique : il consiste en la domination juive sur la Palestine dans un Etat monoracial, et considère la Palestine comme la « Terre Promise » pour les juifs du monde entier. Ainsi, la destruction de la colonisation sioniste ne signifie pas seulement la destruction de l'Etat d'Israël avec toutes ses institutions (armée, administration, police, institutions politiques et économiques sionistes), mais aussi l'abolition de la domination juive sur la Palestine (qui consiste à faire de la Palestine la terre de tous les juifs du monde), par l'abolition de la « loi du retour », qui considère que n'importe quel juif du monde a le droit de s'installer en Palestine. C'est seulement après l'abolition de l'Etat sioniste et de ses structures spécifiques qu'arabes et juifs pourront coexister en Palestine, avec une égalité absolue, loin de toute oppression nationale ou religieuse.

La destruction de l'Etat sioniste ne suffit pas ; il faut, en même temps, établir les fondements qui garantissent le non-retour du sionisme. Ceci ne sera possible que si la Palestine future fait partie intégrante d'un Etat socialiste qui engloberait toute la région. En supposant que la Palestine puisse, après l'abolition du sionisme, constituer un Etat indépendant, cet Etat aura une majorité juive, et rien n'empêche alors qu'il se transforme en un nouvel Israël, plus étendu, avec une minorité arabe plus importante, où celle-ci serait de nouveau opprimée et où toutes les structures caractéristiques de l'actuel Etat d'Israël ressurgiraient.

Mais, comme l'abolition du sionisme est conditionnée par le succès de la révolution arabe dans l'abolition de l'impérialisme, et donc de la fragmentation artificielle, il est naïf d'imaginer la future Palestine indépendamment de la région et séparée du processus révolutionnaire qui l'agite. De plus, le fait que l'Etat unitaire sera un Etat socialiste suffit à établir les fondements objectifs afin que la Palestine soit réellement démocratique, sans aucune trace d'oppression nationale. Seul le socialisme est capable de résoudre les problèmes de l'oppression nationale car il détruit le fondement matériel de toute oppression.

Parler d'une démocratie laïque revient essentiellement à considérer l'antagonisme entre Israël et les arabes comme étant un antagonisme religieux, ce qui consti-

tue une chute dans l'abîme de l'idéologie réactionnaire dominante et l'acceptation de l'une de ses hypothèses fondamentales erronées, sans compter que cela ne résoud en rien le problème. La démocratie libérale ne constitue pas une garantie pour résoudre le problème de l'oppression nationale, elle risque de remplacer une oppression par une autre, en l'oocurence celle des israéliens par celle des arabes.

La solution démocratique ne peut se réaliser qu'à travers une lutte révolutionnaire, et la destruction de l'Etat sioniste ne peut se faire spontanément, mais grâce à un processus révolutionnaire qui changerait fondamentalement le rapport des forces aux dépens de la supériorité israélienne. Cela n'est réalisable qu'à travers une guerre populaire de longue durée, où la lutte contre le sionisme accompagnerait la lutte contle l'impérialisme. Et là aussi apparaît la débilité de la réaction arabe qui s'oppose, à cor et à cri, à la solution démocratique, prétendant que celle-ci conduit au compromis avec le sionisme, en présentant ridiculement les choses : « Et si Israël acceptait la solution démocratique ? » demande-t-elle ! On voit que la réaction édifie sa position sur une hypothèse impossible. Car comment l'Etat d'Israël accepterait-il la solution démocratique alors qu'elle signifie sa disparition ? Aucun régime dans l'histoire n'a choisi de disparaître de son plein gré.

L'alliance supranationale et la question de l'auto-détermination

La société israélienne s'est constituée à travers un processus de colonisation. Les différentes classes de cette société ont joué, dans le processus de colonisation, des rôles complémentaires. Une opposition antagonique est alors née entre l'émigration israélienne dans son ensemble et le peuple palestinien en tant que peuple. Aussi le sionisme a-t-il cherché, intentionnellement, à escamoter les antagonismes de classes au sein de la société israélienne pour préserver sa cohésion en tant que société colonisatrice. Il a créé la Histadrout à la fois comme syndicat, comme employeur et comme institution de sécurité sociale. Il a aussi créé les kibboutzim, à structure soi-disant socialiste à l'intérieur, alors qu'ils jouent un rôle capitaliste à l'extérieur. De même qu'il a attaché tous les partis israéliens sionistes, de « droite » ou de « gauche », à l'Agence juive. Sans aucun doute, la propagande chauvine arabe a présenté des services énormes au sionisme dans son entreprise pour réaliser une forte cohésion interne et escamoter les antagonismes de classes.

Mais le fait que les habitants d'Israël constituent une société globale signifie l'impossibilité d'escamoter éternellement les antagonismes de classes, car ceux-ci font fondamentalement partie de cette société, même s'ils ne s'expriment pas dans des conflits apparents. La possibilité de développer ces antagonismes revient à faire aboutir la société israélienne à la crise, c'est-à-dire à transformer le rapport de forces en faveur du mouvement de libération palestinien et arabe. Cela est aussi conditionné par la maturité politique de ce mouvement, de façon qu'il puisse s'adresser aux habitants d'Israël et leur faire comprendre que le sionisme n'a pas résolu la question juive et qu'il rencontre, à mi-chemin, l'antisémitisme, puisque l'objectif de chacun d'entre eux consiste à faire sortir les juifs des différents pays pour les envoyer en Israël, et enfin leur faire comprendre que leur libération revient précisément à abolir le sionisme. La solution démocratique, en tant que mot d'ordre stratégique, joue un rôle fondamental dans l'affaiblissement du front intérieur de l'ennemi. Cela signifie-t-il la possibilité d'une alliance supranationale entre les révolutionnaires arabes et israéliens ? La nature du sionisme fait qu'il est impossible d'allier la fidélité au sionisme à une position révolutionnaire. On ne peut considérer un israélien comme révolutionnaire que s'il devient ennemi actif du sionisme, ce qui nécessite la lutte de l'intérieur contre l'Etat israélien et la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'auto-détermination. C'est là le seul fondement objectif d'une alliance entre révolutionnaires israéliens et arabes.

Certains milieux européens de gauche, particulièrement les trotskystes, affirment qu'il est du devoir des révolutionnaires arabes de reconnaître le droit à l'auto-détermination du peuple israélien. Cette position renferme une incompréhension de la question nationale en général et de la question palestinienne en particulier. Ces mi-

lieux se placent à une égale distance des deux parties en lutte pour les dénoncer toutes les deux et demander à chacune d'elles de reconnaître les « droits » de l'autre. Ils s'imaginent que cela pourrait résoudre le problème et oublient qu'il y a des oppresseurs et des opprimés, et que le devoir des révolutionnaires est d'appuyer les seconds contre les premiers.

Le marxisme reconnaît en principe, le droit de tous les peuples à l'auto-détermination, mais d'une façon négative. Il répond par oui ou par non à ce droit — qui signifie, pour le marxisme, droit à la séparation — selon des cas précis, en soumettant la question à l'intérêt général de la lutte des classes, à la révolution socialiste internationale. Il vise aussi à réaliser la paix entre les nations de façon à débarrasser la lutte des classes des entraves que crée, objectivement, tout antagonisme national. C'est pour cela que le marxisme considère qu'il est du devoir des révolutionnaires de la nation qui opprime de reconnaître le droit à l'auto-détermination pour la nation opprimée. Mais elle n'oblige pas les révolutionnaires de la nation opprimée à mentionner le droit à la séparation dans leur programme, si c'est dans l'intérêt du socialisme. Le marxisme voit aussi clairement que la résolution des questions nationales ne peut se faire qu'au détriment des privilèges de l'oppresseur.

Israël est un Etat oppresseur, au sens où l'entendait Lénine quand il parlait de la nation russe comme étant une nation oppressive : l'existence d'Israël en tant qu'Etat constitue une annexion, toujours au sens de Lénine, car cette existence constitue une violation du droit du peuple palestinien à l'auto-détermination. Il est donc du devoir des révolutionnaires israéliens de reconnaître ce droit.

Demander aux révolutionnaires arabes de reconnaître le droit à l'auto-détermination du peuple israélien revient à renverser les problèmes et à ignorer la spécificité de la question palestinienne, du fait que la création, par les juifs, d'un Etat indépendant en Palestine (et le droit à l'auto-détermination signifie le droit à la séparation), viole le droit du peuple palestinien à l'auto-détermination.

La solution démocratique à la question palestinienne est la seule solution. Toute autre solution revient à entériner le fait accompli. Elle place les progressistes israéliens devant leurs responsabilités dans le soutien à la lutte palestinienne et dans la lutte contre Israël de l'intérieur. Nous réaffirmons que la réalisation de cette solution exige un processus révolutionnaire et une lutte, celle de la guerre populaire de libération sous la direction d'une grande alliance entre les forces de lutte palestiniennes et les forces de la révolution arabe.

dictature et démocratie

par a. serfaty

action idéologique

1. — CONCEPTION BOURGEOISE

Les concepts de dictature et de démocratie nous sont apportés par la science politique bourgeoise. Ils sont de ce fait chargés du contenu même que leur a donné le développement du capitalisme.

Ce développement rendait nécessaire de libérer l'individu des contraintes et des carcans de la société féodale européenne. Le commerçant qui voulait étendre ses affaires avait besoin de la liberté du commerce, l'industriel naissant devait recruter librement ses ouvriers. Mais cette bourgeoisie montante, si elle proclamait cyniquement ses appétits, avait besoin de la force du peuple pour briser la structure féodale. Aussi la liberté du commerce ou la liberté de l'exploitation des ouvriers salariés a-t-elle été intégrée dans des concepts plus larges, plus « humanistes », tels que la liberté individuelle et l'abolition des privilèges et de l'esclavage. Et certes les petits-bourgeois, et avec eux les artisans, les paysans, les premiers ouvriers, ont pu se battre avec enthousiasme pour ces objectifs.

Ainsi a été fondé l'Etat de démocratie bourgeoise. Dans cet Etat, dans cette conception, l'homme politique qui, « seul avec sa conscience » suivant la formule consacrée, choisit son bulletin de vote, est censé être, à ce moment précis, différent de ce qu'il est dans sa vie quotidienne, ouvrier, paysan, femme de ménage, bourgeois. Le suffrage universel, le droit de vote à tous apparaît ainsi comme une victoire sur la puissance financière, sur la puissance tout court.

Et pourtant, ce droit de vote empêche-t-il l'ouvrier d'être soumis à l'arbitraire du patron, ce droit de vote empêche-t-il le paysan de dépendre du crédit, ce droit de vote supprime-t-il les inégalités devant l'école bourgeoise ?

Telle est pourtant la démocratie bourgeoise.

En fait, et nous n'avons pas besoin de longues démonstrations sur ces problèmes vécus par les masses, tout Etat est toujours une dictature. L'Etat de démocratie bourgeoise est l'Etat de dictature de la classe capitaliste sur l'ensemble du peuple, ouvriers et paysans. .

Dans l'évolution même du capitalisme vers la concentration économique entre les mains de q u e l q u e s grandes firmes, les monopoles, dans son évolution vers la forme contemporaine de l'impérialisme, les contradictions de classe s'accentuent entre la couche sociale du grand Capital et l'ensemble de la nation. Ces contradictions deviennent d'autant plus dangereuses pour le grand Capital lorsque la classe ouvrière disposant cependant dans le cadre de la démocratie bourgeoise de la liberté de réunion et d'organisation, de possibilités, restreintes certes, de publier une presse autonome, lorsque cette classe ouvrière s'organise sous la direction de partis authentiquement révolutionnaires.

Dans ces conditions qui étaient celles des années 1920-1930 dans plusieurs pays d'Europe, le grand Capital a dévoilé ouvertement sa dictature en passant à la dictature fasciste.

Actuellement, dans les principaux pays capitalistes, cette dictature déclarée n'est plus nécessaire du fait du

glissement vers le réformisme des Partis Communistes de ces pays. Cependant, elle s'exerce effectivement comme telle à l'encontre des organisations et des courants révolutionnaires, comme c'est le cas aux Etats-Unis contre les noirs-américains.

Dans les pays soumis à l'oppression néo-coloniale, les différences entre l'apparence démocratique et le contenu dictatorial deviennent caricaturales. C'est ainsi que, par exemple, le gouvernement fantoche de l'impérialisme américain au Sud-Vietnam procède à des « élections » ! Cette caricature devient également flagrante lorsqu'il arrive néanmoins que, malgré toutes les précautions, la démocratie bourgeoise laisse trop se développer les forces révolutionnaires et anti-impérialistes. Alors l'impérialisme international se dépêche d'y mettre bon ordre, par l'intervention directe et par la dictature fasciste de ses valets. Tel est le cas en Grèce, au Brésil, en Turquie, en Indonésie. Tel est le cas aussi au Guatémala et en République Dominicaine, grâce à l'intervention ouverte des armées américaines. Certes, aujourd'hui, l'impérialisme américain n'a pu encore intervenir directement au Chili où un gouvernement de gauche issu des élections menace ses intérêts, mais les provocations auxquelles se heurte ce gouvernement montrent déjà que les forces populaires ne pourront consolider leurs premiers succès si elles ne s'organisent pas comme dictature révolutionnaire.

2. — CONCEPTION PROLETARIENNE

Ceci nous amène à la conception prolétarienne, opposée à la conception bourgeoise, de la démocratie et de la dictature.

La conception prolétarienne ne sépare pas artificiellement la réalité politique de la réalité économique. La séparation, dans les mots, que fait la bourgeoisie entre Etat et société est dénoncée ouvertement. Pour le prolétariat, tout Etat est une dictature.

La distinction se fait entre l'Etat bourgeois et l'Etat autocratique, d'une part, qui sont une dictature de la minorité sur la majorité, et l'Etat prolétarien ou populaire, d'autre part, qui est une dictature de la majorité sur la minorité.

Mais pourquoi une dictature de la majorité ! Parce que la minorité sur laquelle s'exerce cette dictature dispose de forces autrement plus puissantes que son seul nombre. Elle dispose de l'appui de tout l'impérialisme international, elle dispose du pouvoir corrupteur de l'argent, elle dispose du poids des habitudes de soumission acquises dans la longue période d'oppression.

Aussi, le front révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres doit exercer sa dictature pour déraciner l'emprise impérialiste, pour mettre hors d'état de nuire ses agents intérieurs, pour modifier la structure même de la société, pour créer une société nouvelle, une société socialiste. Cette dictature est la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat va vers le dépérissement de l'Etat comme tel, vers une société où toute forme d'oppression, où toute culture d'oppression, où toute forme d'aliénation de l'homme ayant disparu, les hommes pourront s'épanouir et organiser leurs activités sociales sans Etat. Ce processus dans lequel l'homme lui-même doit changer est un long processus historique qui ne pourra réellement se consolider qu'après la liquidation à l'échelle mondiale de l'impérialisme et du capitalisme.

Mais la dictature du prolétariat est déjà inscrite dans ce processus et n'a de sens que si elle s'y inscrit. Ceci signifie que le pouvoir réel doit être celui des ouvriers et des paysans organisés en comités révolutionnaires et ne saurait être un pouvoir bureaucratique. Ainsi la réforme agraire y est l'œuvre même de ces comités révolutionnaires paysans comme cela a été le cas en Chine ou dans les premières années de la Révolution Soviétique. De même les choix stratégiques de la planification, de l'orientation même de la société, doivent émaner de ces comités

ouvriers et paysans, dialectiquement unis par et avec le parti du prolétariat. La Révolution Culturelle Chinoise est venu démontrer au monde ce qu'est la réalité d'un tel pouvoir.

En ce sens, au grand dommage des bureaucrates et des technocrates, il y a dépérissement de l'Etat, de même qu'Engels disait que la Commune de Paris n'est plus un Etat au sens strict du terme.

Mais s'il y a un lien entre dictature du prolétariat et dépérissement de l'Etat, ce lien n'est pas spontané, unilatéral, mais dialectique. La garantie du progrès vers le dépérissement de l'Etat est le renforcement de la dictature du prolétariat contre ceux qui veulent retourner en arrière vers le capitalisme. La garantie de la marche vers le socialisme est la constitution du prolétariat *comme classe,* assumant ainsi son hégémonie idéologique, sa direction de l'ensemble du peuple.

Ainsi des mots d'ordre petits-bourgeois comme «l'usine aux ouvriers» ne servent qu'à semer des illusions petites-bourgeoises dans la classe ouvrière, l'illusion de l'ouvrier devenu actionnaire capitaliste ! La dégénérescence de la société yougoslave montre où cela mène. Le mot d'ordre « l'usine aux ouvriers » permet en fait aux bureaucrates petits-bourgeois de conserver le pouvoir de l'Etat sous leur contrôle ! Telle est certes l'ambition ici d'un Abdallah Ibrahim.

Si la paysannerie, y compris la paysannerie pauvre, doit passer par l'étape de sa réalisation économique comme classe paysanne propriétaire de la terre pour accéder, *sous la direction du prolétariat,* à l'étape du socialisme, le prolétariat ne peut s'organiser pour la révolution même qu'en dépassant ses intérêts immédiats de classe. « S'il est incapable de libérer l'humanité tout entière, le prolétariat ne pourra pas parvenir non plus à sa propre libération finale » (Mao Tsé-Toung). C'est ce dépassement comme classe qui lui permet d'assurer la direction des forces révolutionnaires.

C'est bien pourquoi, comme l'a bien montré l'actuel Président de la République Démocratique du Viet-Nam, Truong-Chinh, le chemin vers le socialisme dans un pays à structure paysanne dominante passe par la dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres, elle-même catégorie de la dictature du prolétariat, parce que le prolétariat, par son organisation de classe et son idéologie de classe, assume la direction idéologique et stratégique du front révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres, noyau dynamique de l'ensemble des forces nationales.

Cette dictature est *démocratique* dans le sens où ne séparant pas le politique de l'économique, la structure socio-économique de la société reste pour une large part une structure d'économie bourgeoise. Elle est révolutionnaire dans le sens où la dictature s'exerce comme nous l'avons dit pour déraciner l'ennemi impérialiste et ses agents. Elle est une dictature des ouvriers et des paysans pauvres parce que seules ces classes dans leur union révolutionnaire peuvent déraciner cet ennemi. La petite et moyenne bourgeoisie qui ont leur place dans une telle société ne sauraient exercer cette dictature parce que, laissées à elles-mêmes, elles viseraient au contraire à construire le capitalisme, ce qu'elles ne peuvent faire qu'avec l'appui de l'impérialisme. L'évolution actuelle de la R.A.U. est à cet égard fort significative.



la bolivie entre les révolutions

par james petras

Fidèles à notre souci d'informer nos lecteurs sur les grandes luttes de libération nationale et populaire dans le monde, nous présentons ici la traduction d'une étude parue en juin dernier sur les luttes du peuple bolivien.

Ce document a été publié avant les événements qui ont ramené au pouvoir en Bolivie, le 23 août, l'équipe des militaires à la solde de l'impérialisme américain.

Nous pensons que cette étude, par son analyse profonde des forces sociales boliviennes, apporte à ces événements un éclairage précis :

On sait que le coup d'Etat fasciste du 23 août a bénéficié de l'appui de l'ancienne direction du MNR, celle-là même qui avait été écartée du pouvoir par ces forces militaro-fascistes en 1964. Tant il est vrai que les politiciens bourgeois préfèrent finalement, face à la montée des forces populaires, se ranger sous la bannière des valets de l'impérialisme.

Par ailleurs, les forces populaires des ouvriers et des étudiants, malgré un combat héroïque dans la capitale, ont finalement été battues. L'étude qui suit permet de comprendre quelles contradictions, au sein des militaires nationalistes, ont amené à refuser d'armer le peuple tandis que l'on laissait les forces pro-impérialistes préparer leur coup. Mais surtout, elle permet de comprendre les faiblesses principales des forces populaires : le manque de direction politique cohérente de la classe ouvrière, et, de ce fait, le manque d'enracinement dans la paysannerie, allant même jusqu'à l'idée que l'alliance ouvriers-étudiants pouvait suffire.

Nul doute cependant, lorsqu'on mesure grâce à cette étude le chemin parcouru, que les forces populaires sauront tirer les leçons de leurs faiblesses et préparer les conditions de la victoire.

Trois soulèvements politiques majeurs se sont produits dans l'histoire récente de la Bolivie : 1) la révolution nationaliste de 1952, conduite et dirigée par le Mouvement National Révolutionnaire (MNR) ; 2) le coup d'Etat militaire de 1964 du général Barrientos ; et 3) la mobilisation des masses d'octobre 1970 qui a défait un coup d'Etat militaire de droite et porté le général Torres au pouvoir.

La révolution nationaliste de 1952 eut pour résultats la nationalisation des mines d'étain (principal produit d'exportation de la Bolivie), une réforme agraire qui fit tache d'huile incluant l'expropriation des plus grands domaines fonciers, la formation d'une milice ouvrière, l'extension des syndicats de paysans, etc. Cependant, entre 1952-53, date où le MNR prit le pouvoir, et 1964, où il fut renversé, ces réformes furent corrompues par les processus suivants :

Premièrement, avec l'aide, l'assistance et la formation apportées par les Etats-Unis, l'appareil militaire fut reconstitué — il n'avait jamais été entièrement détruit. De nouveaux et d'anciens officiers furent recrutés qui virent dans les mineurs armés une menace à leur statut et à leur puissance. S'efforçant à l'origine de maintenir la balance entre les forces sociales, le gouvernement du MNR se reposa de plus en plus sur l'armée pour contraindre les masses populaires sous des politiques économiques et sociales régressives.

Deuxièmement, la large redistribution des terres aboutit à une fragmentation en petites propriétés, avec peu ou pas d'efforts pour organiser les paysans dans de plus grandes unités de production ou leur procurer les crédits nécessaires, l'assistance technique, l'infrastructure, etc., qui auraient fait de la paysannerie une force effective dans le développement économique.

Troisièmement, le MNR fut en mesure de « nationaliser » les mines d'étain sans intervention ouverte des Etats-Unis parce que les intérêts économiques de ceux-ci n'étaient pas impliqués — les nationalisations touchant des intérêts boliviens et européens. Par là-même, le « nationalisme » du MNR sous la pression des Etats-Unis ouvrit la voie à une position pro-impérialiste. Les recommandations économiques (et politiques) des agences internationales largement contrôlées par les Etats-Unis furent prises en compte par le MNR et imposées aux masses : dévaluations, blocage des salaires et traitements, concessions aux investisseurs privés étrangers, et la suite.

Quatrièmement, le MNR ne fut néanmoins jamais capable de construire un puissant appareil politique de parti qui pénètre tous les secteurs de la société. La fusion du parti et des fonctionnaires gouvernementaux et la bureaucratisation des syndicats paysans et de certains syndicats urbain créèrent une «nouvelle classe», petite-bourgeoise par la mentalité, essentiellement concernée par la carrière et les opportunités économiques personnelles. L'effet politique de la croissance de cette « nouvelle classe » fut la fragmentation du parti entre plusieurs factions, profondément enfoncées dans la politique de pillage, se nourrissant mutuellement de la corruption dans l'appareil d'Etat. Si la politique du MNR conduit à la résurrection de la droite et par suite au putsch militaire de 1964, la conduite publique de ses membres et de ses factions donna à la droite la justification «morale» pour la prise du pouvoir.

Tant que le MNR maintint le contrôle sur l'appareil de l'Etat, la possibilité d'une lutte révolutionnaire conduite par des socialistes révolutionnaires était limitée par deux facteurs, l'un organisationnel, l'autre idéologique. L'appareil organisationnel du MNR pénétrait dans chaque syndicat et dans chaque quartier ; quelques cadres de base continuaient de croire que les dirigeants percevraient quelque jour la lumière et retourneraient au vrai chemin de la révolution sociale. D'autres maintenaient leur appui en échange de faveurs minimes et de backchichs symboliques. Dans le même temps, la rhétorique nationaliste révolutionnaire du MNR continuait de mystifier les masses. Cette mystification idéologique fut seulement lentement dissolue dans les villes par le glissement à droite du MNR. A la campagne, les masses paysannes, manipulées par les nouvelles équipes des fonctionnaires du gouvernement-parti-syndicat, étaient amenées à penser que tout changement (qu'il soit de gauche ou de droite) résulterait dans la perte de leurs parcelles de terre en subdivision croissante qui leur servaient de subsistance.

Malgré les mesures anti-populaires prises entre 1956 et 1964, le MNR se maintint au pouvoir à travers son appareil organisationnel et idéologique. Mais il était trop faible pour résister à un soulèvement conduit par l'armée en 1964. Les politiques anti-populaires avaient barré la voie à toute possibilité de soulèvement populaire pour sauver le gouvernement du MNR.

Le nouveau conservatisme mis en place par le coup d'Etat de Barrientos en 1964 fut cependant sélectif dans le choix des politiques. Plutôt que de renverser la réforme agraire en remettant en place les anciens propriétaires, Barrientos encouragea de nouveaux capitalistes agrariens : la production commerciale à grande échelle fut encouragée, la différenciation entre bénéficiaires pauvres et nantis de la réforme agraire fut poussée ; et les bureaucrates des syndicats paysans, auparavant soutenus par le MNR, recevaient maintenant les faveurs et encouragements de Barrientos.

Les concessions au capital privé américain et européen furent étendues et consolidées : la paix sociale et l'atmosphère politique nécessaire pour attirer l'investissement des capitalistes étrangers furent atteintes par Barrientos. Les secteurs militants et animés par la conscience de classe de la classe ouvrière, les syndicats des mineurs, furent sauvagement attaqués : tout au long de 1965 et 1966, des centaines de militants de la classe ouvrière furent tués, des milliers furent emprisonnés. Les stations de radio, les journaux et l'infrastructure politique que les mineurs avaient maintenus en dépit du MNR furent confisqués. L'appareil politique du MNR, privé des fonds d'Etat, sa direction profondément compromise, fut incapable de mobiliser une résistance effective. La longue nuit (1964-69) de la dictature de Barrientos eut un effet politique majeur d'importance stratégique pour le développement d'une politique socialiste révolutionnaire: elle fit s'écrouler l'appareil organisationnel du MNR, exila les dirigeants, brisant de la sorte l'hégémonie politique du MNR sur le mouvement populaire. L'idéologie « nationaliste » de Barrientos combinée avec sa politique pro-Etats-Unis et anti-classe ouvrière démystifièrent davantage la confiance du peuple dans le « nationalisme révolutionnaire ». Néanmoins, pendant que Barrientos détruisait l'hégémonie politique du MNR et déblayait le terrain pour la politique socialiste, ses mesures violemment répressives affaiblissaient sérieusement la capacité des organisations politiques prolétariennes à prendre avantage de la situation.

La mort (ou l'assassinat) de Barrientos et l'accession au pouvoir de Ovando fournirent la première occasion pour les forces de la classe ouvrière de se réorganiser après la répression et de faire reculer quelques-unes des politiques pro-impérialistes adoptées durant les périodes précédentes. Rétrospectivement le gouvernement de Ovando peut être perçu comme un phénomène politique de transition qui servit de pont vers le présent.

A son sommet, avec Quiroga Santa Cruz comme ministre des Mines, le gouvernement de Ovando nationalisa les biens de la société pétrolière Gulf Oil et reconnut le droit des travailleurs à l'organisation, à la grève, etc. La libéralisation du régime de Ovando et les mesures de nationalisation intervinrent moins du fait de la pression des masses que grâce à l'initiative des nationalistes de gauche dans le cabinet. Manquant d'une base sociale solide, la période « progressiste » du gouvernement de transition de Ovando fut courte et les mesures prises furent, par elles-mêmes, de peu de signification révolutionnaire. Le tournant de Ovando vers la droite durant les derniers mois de son pouvoir était « structurellement » déterminé : lié fermement aux soutiens du leadership militaire de Barrientos, Ovando essaya d'apaiser les intérêts financiers des milieux d'affaires nord-américains et boliviens, déconcertés par les mesures prises par les nationalistes de son gouvernement. Une fois de plus le « nationalisme révolutionnaire » tenta d'abord de maintenir la balance entre la bourgeoisie et l'impérialisme d'une part, la classe ouvrière d'autre part, pour finalement s'orienter vers la droite. Chaque fois le choix de mesures progressistes offert aux nationalistes révolutionnaires dans le cadre capitaliste se révélait plus limité.

La tentative de coup d'Etat à droite d'octobre 1970 (conduite par le général Miranda et autres) fut une tentative de restauration du capitalisme policier de la période de Barrientos. La mobilisation effective de la classe ouvrière et la défaite des putschistes étaient les signes

de la réémergence de la classe ouvrière comme classe solidaire. Néanmoins, le mouvement des masses manquait d'une direction capable de prendre le pouvoir et d'exprimer l'orientation socialiste des secteurs stratégiques de la classe ouvrière. Dans la lutte contre le coup d'Etat d'octobre, la classe ouvrière et les groupes socialistes étaient clairement en ascencion.

Le général Torres, reconnaissant le potentiel de ces forces, offrit la moitié des postes du cabinet à la gauche marxiste. Cependant, la fragmentation et les divisions étaient si grandes qu'elles ne purent tirer avantage de la crise même au plan gouvernemental. L'absence d'armes fut un facteur clé qui limita la capacité de la classe ouvrière de prendre totalement le pouvoir en octobre 1970 et de nouveau en janvier et mars 1971.

La question théorique d'un parti ou d'une direction révolutionnaire fut résolue en pratique : manquant des deux, le mouvement de la classe ouvrière, semi-armé et orienté vers le socialisme, aboutit au soutien du secteur nationaliste de gauche de l'armée conduit par le général Torres. Montrant de grandes capacités de mobilisation contre les coups d'Etat fomentés par la droite, le mouvement de la classe ouvrière était trop divisé en son sein pour exercer l'hégémonie sur l'ensemble de la société. La victoire initiale de Torres fut largement basée sur la grève générale effectivement déclenchée à l'appel de la Confédération des Travailleurs de Bolivie : les militaires se divisèrent, après la démonstration initiale de force politique des travailleurs , une partie soutenant l'extrême-droite, l'autre le général Torres.

Une fois que Torres eut convaincu les milieux de l'armée qu'ils avaient davantage à perdre en joignant la droite contre la grève générale des travailleurs qu'en travaillant avec lui, il joua ses cartes politiques de façon à consolider son pouvoir personnel. Son programme contenait les anciennes formules « nationalistes révolutionnaires » dans un nouveau contexte. Torres nationalisa une partie de l'industrie du sucre, rétablit les conditions de travail et de vie des mineurs telles qu'elles étaient avant 1965, promit « d'approfondir » la profession, nationalisa l'industrie des sous-produits de l'étain, et libéra les prisonniers politiques. Il est clair que pour se maintenir au pouvoir et maintenir son programme dans le cadre capitaliste, Torres a besoin de s'appuyer sur l'armée et sur la bourgeoisie nationale, même si celles-ci complotent pour renverser son gouvernement. Le gouvernement de Torres est l'un des rares gouvernements dans le monde qui toléra et finança sa propre subversion intérieure. Quoi qu'il en soit, chaque coup qui échoue affaiblit la droite et accroît la pression de la classe ouvrière pour une complète restructuration de la société. Torres a fait preuve d'une grande capacité de manoeuvre ainsi que de courage personnel, et ceci l'a aidé à se maintenir au pouvoir. Sa faiblesse fondamentale est sa tentative d'établir un gouvernement sur un programme socio-économique (« nationalisme révolutionnaire ») qui a peu ou pas du tout d'appui, que ce soit parmi les ouvriers politisés ou parmi la bourgeoisie et ses alliés dans l'armée et à l'ambassade des Etats-Unis. Dans cette situation, la crise politique continue, provoquant une polarisation plus profonde qui conduira probablement à de nouveaux complots de droite et à de nouvelles confrontations avec la classe ouvrière socialiste. Le conflit réel aujourd'hui est entre le devenir de la Bolivie comme Etat policier capitaliste ou le tournant vers le socialisme.

Le président Torres et les mineurs :
Socialisme contre nationalisme

Réagissant à la tentative de coup d'Etat de droite du 10 janvier, vingt mille mineurs de l'étain, armés de fusils et de dynamite, marchèrent sur la Paz pour dénoncer les putschistes. Sur la place Murillo, devant le palais du gouvernement, le Président Torres était prêt avec son discours. Les ouvriers, cependant, étaient là non pour écouter mais pour dire à Torres leur position. Les deux mots d'ordre les plus populaires durant la marche étaient : « Le peuple armé, le peuple respecté ! » et « Vive la Bolivie socialiste ; mort au coup d'Etat fasciste ».

Torres commença son discours : « Sur cette même place historique je promettais à mon peuple un gouvernement du peuple lorsque je pris mes fonctions le 7 oc-

tobre dernier ... »

Les mineurs interrompaient constamment : « Des armes oui ! Des promesses non ! »

« Comme vous le savez, les choses ne viennent pas par miracle. Les travailleurs de Bolivie ont besoin d'armes et d'outils. Mais les armes et les outils doivent être achetés. Soyez sûrs de ceci ; toute chose arrive en son temps » .

Les ouvriers insistaient : « Socialisme ! »

« Dès demain, continuait Torres, nous nous réunirons avec les dirigeants des ouvriers, des universités, des paysans et des intellectuels progressistes afin d'étudier la participation active du peuple au sein même du gouvernement. Nous présenterons un gouvernement bolivien pour les Boliviens ».

« Les travailleurs au pouvoir ! » répétait le rassemblement de masse.

Torres poursuivait : « Les forces armées ont été purifiées. Elles seront les gardiens de notre nationalisme révolutionnaire ».

Sur quoi les masses insistaient : « Socialisme ! »

Torres répondait : « Ayez patience, nous n'allons pas rester longtemps dans ceci » (dans le « nationalisme révolutionnaire »).

Ce meeting historique entre la classe ouvrière bolivienne et Torres montrait clairement que, en ce qui concerne les masses, le socialisme est à l'ordre du jour immédiat, que le « nationalisme révolutionnaire » a perdu son influence sur les masses. Un résultat est que de nombreux dirigeants politiques antérieurement nationalistes révolutionnaires se différencient maintenant de Torres et en arrivent à la revendication du socialisme.

L'Assemblée Populaire : Institutionnalisation du pouvoir révolutionnaire

Torres a résisté jusqu'à présent (mars 1971) à la constitution d'une Assemblée Populaire (*) formée des organisations de travailleurs et d'étudiants, et dotée de pouvoirs législatifs. Les raisons sont évidentes : le processus révolutionnaire serait grandement accéléré, les militaires réagiraient négativement, et Torres lui-même perdrait sa position-clé dans la politique bolivienne. Entre temps, Torres choisit de critiquer les organisateurs de l'Assemblée populaire d'admettre la participation du MNR, notant avec raison que le MNR est un parti pro-impérialisme La gauche révolutionnaire (marxistes et catholiques) déclare qu'une partie substantielle de la classe ouvrière de la Paz se considère formellement encore comme faisant partie du MNR et que le seul moyen de briser l'influence de la direction du MNR est d'inclure ses syndicalistes dans l'Assemblée populaire. En dépit des énormes possibilités que l'Assemblée populaire présente pour mener à bien une transformation socialiste à partir de la base et l'appui général que rencontre ce projet, les différentes fractions de la gauche n'ont pas été capables de s'entendre suffisamment entre elles pour l'organiser effectivement. D'autre part, les tentatives d'une poignée d'idéologues de la "gauche nationaliste" pour organiser un "front" en soutien de Torres ont été également infructueuses.

Le manque d'une organisation politique cohérente et des institutions correspondantes accorde ainsi à Torres une marge considérable pour les manoeuvres politiques entre les forces socio-politiques et l'armée,mais en même temps le rendent hautement vulnérable. Le seul groupement institutionnel auquel Torres "appartient" est l'armée — et ceci n'est pas exactement pour lui une source de support loyal.

Les Mineurs.

L'épicentre de la classe ouvrière socialiste est constitué par les mineurs de l'étain. Faisant partie des ouvriers les plus politisés et d'un niveau de conscience de classe des plus élevés dans le monde, les mineurs boliviens de l'étain ont démontré une énorme capacité d'agir comme force décisive dans les moments historiques cruciaux. Les mineurs servent de point de ralliement pour les pauvres des villes, les ouvriers industriels, et les étudiants révolutionnaires. Bien que le nombre absolu des mineurs de l'étain, surtout si l'on ne compte que ceux des grandes mines, soit probablement inférieur à cinq pour cent des travailleurs, leur position stratégique dans l'économie, leur cohérence organisationnelle, leur conscience de classe, et leur capacité à entraîner d'autres forces dans l'action , font d'eux un élément clé dans le combat pour le socialisme. La direction politique du syndicat des mi-

(*) Cette Assemblée a été constituée en juin(N.d.T.).

neurs de l'étain est donc déterminant majeur de la politique nationale.

Deux forces principales sont en concurence pour l'hégémonie politique dans le syndicat des mineurs en mars 1971 : les soutiens, sous une forme ou sous une autre, du"nationalisme révolutionnaire"- le Parti de la Gauche nationale révolutionnaire de Juan Lechin (PRIN) et le Parti communiste bolivien (PLB) - et d'autre part le parti ouvrier révolutionnaire (POR) trostkyste dirigé par Escobar et Lora et divers groupements révolutionnaires et individus, certains liés aux cercles révolutionnaires catholiques. Aucune de ces organisations ne souhaite être étiquetée comme "oficialista", c'est-à-dire pro-gouvernementale (ce qui est l'équivalent d'être déconsidére); cependant les dirigeants syndicalistes communistes considèrent que la révolution est un "processus" - version révisée de la notion discréditée de la révolution par "étapes". Dans la présente étape, soutient le PCB, le rôle des travailleurs est essentiellement "défensif": les syndicats doivent défendre Torres contre la droite et faire pression sur lui dans la direction de politiques anti-impérialistes. En pratique le PCB s'aligne pour l'essentiel derrière Torres et son programme. Dans le même temps Torres se voit pourvu de nouveaux programmes d'assistance de l'Union Soviétique et du bloc de l'Est. Le POR, bien que soutenant l'unité tactique contre les coups d'Etat de droite, estime nécessaire l'intervention active de la classe ouvrière dans le combat politique à travers la formation de l'Assemblée Populaire. La question critique concernant le POR est de savoir s'il peut s'unir avec d'autres groupes socialistes révolutionnaires ou s'il doit rester une minorité qui serve seulement à mobiliser les masses dans les luttes défensives et à développer des cadres politiques bien formés. La transformation du POR d'un groupe de cadres peu nombreux mais influents parmi les mineurs de l'étain en une force politique nationale semble dépendre du succès du parti pour entraîner la majorité des mineurs à son programme.

La confédération nationale des travailleurs de Bolivie, la Central Obrera Boliviena (COB) a pris une position très proche du POR, décrivant la situation politique dans les termes suivants : "Au moment présent, il existe dans le pays une dualité ouverte des pouvoirs qui apparaît chaque jour et chaque heure dans la série d'événements qui situent d'un côté les travailleurs et les étudiants, contre, de l'autre côté, les capitalistes privés et les gorilles (militaires). Le gouvernement réformiste et hésitant du général Torres est en fait pris entre deux feux et incapable de définir une ligne politique, ce qui fait de lui en tout état de cause un jouet des événements...." (Rebelion, la Paz janvier-février 1971, p. 1).

La paysannerie

Depuis 1952, la paysannerie n'a pas joué un rôle dirigeant dans la politique nationale. Au contraire les paysans ont été dominés par le groupe politique, quel qu'il soit, au pouvoir. La directiondu syndicat paysan à Cochabamba tour à tour soutint le gouvernement MNR avant 1964, et, depuis, ceux de Barrientos, Ovando et Torres. Bien qu'étant numériquement la majorité de la population économiquement active, la masse de la paysannerie, une fois distribuées les parcelles de terre, a été contrôlée par les dirigeants des syndicats paysans locaux (beaucoup d'entre eux n'étant pas au sens strict, des paysans) qui sont entrés en relations de clientèle avec les fonctionnaires du gouvernement. La Confédération Nationale des Paysans soutient officiellement l'alliance paysans-militaires. Néanmoins, dans certains secteurs, les paysans ont été mobilisés contre le statu quo, celui de la droite comme celui de la gauche. A Santa Cruz, la région dynamique et à richesse nouvelle du sud, la bourgeoisie locale et les militaires ont organisé les paysans, en travaillant particulièrement avec les paysans "moyens" parvenus. Le soulèvement de mars 1971 à Santa Cruz (un mini coup) fut largement le fruit d'un mouvement paysan de droite dirigé par la bourgeoisie locale. Le Bloc Indépendant Paysan est la principale organisation de gauche et a penché en faveur du socialisme. Cependant, elle représente moins de 10% de la paysannerie. Fait plus important, plusieurs milliers de cultivateurs installés sur de nouvelles terres (colonos), principalement d'anciens mineurs et ouvriers en chômage, ont récemment formé une nouvelle association et appuient fermement un gouvernement des ouvriers et des paysans comme base du socialisme. Etant donné le développement politique inégal des différentes forces populaires, l'idée courante de la gauche révolutionnaire est que les ouvriers doivent d'abord prendre le pouvoir et gagner ensuite l'hégémonie sur les paysans, estimant qu'il serait difficile ou impossible de gagner l'hégémonie sur la paysannerie avant la prise du pouvoir (*)

(*) On sait que cette idée était une des thèses principales de Trotski à laquelle s'opposait vigoureusement Lénine (V. Lettres sur la tactique, avril 1917) (N.d.T.)

L'Université et l'Eglise: Nouveaux alliés de la révolution socialiste. ?

Jusqu'à ces deux dernières années, les grandes fédérations d'étudiants et la masse des étudiants avaient montré peu ou pas d'intérêt pour la révolution sociale. Au contraire les universités avaient pris part à des mouvements dirigés contre la classe ouvrière. Les étudiants démocrates chrétiens étaient la force politique principale, et bien que en paroles pour le changement social, montraient peu d'intérêt dans le renversement du capitalisme. Néanmoins, la mort de Che Guevara et l'exemple moral du mouvement de guerilla entraînèrent de sérieuses discussions parmi les groupements d'étudiants et particulièrement parmi les chrétiens-démocrates. Un processus hautement accéléré de radicalisation eut lieu. La section étudiante du Parti Chrétien Démocrate fit scission et en arriva à former la majorité des membres du groupe de guerilla de Téophonte qui entra en action en juin 1970. Entre temps, un mouvement important de réforme de l'Université conduit par les socialistes révolutionnaires entraîna des changements dans l'administration le personnel enseignant et les programmes; et, surtout redéfinit les rapports de l'Université et de la structure de classe. Le processus a mené à la formation d'universités ouvrières et à de plus proches relations de travail entre étudiants, ouvriers et paysans. La radicalisation de l'Université et ses liens étroits avec le mouvement ouvrier ont conduit à plusieurs importantes actions communes. Les étudiants et les ouvriers ont participé conjointement à la mobilisation de masse contre les tentatives de coups d'Etat de droite et ont participé sur une base d'égalité à la direction (Commandement Populaire) de la lutte de masse. Les actions conjointes des étudiants et des ouvriers, faisant suite à la défaite des groupes de guerilla, ont largement servi à persuader les étudiants de l'inefficacité de la théorie de la révolution par le foco de guerilla et à les réorienter vers la lutte armée de masse. Les universités ont ainsi apporté une nouvelle et potentiellement importante force à la lutte des mineurs pour le socialisme.

L'Eglise Catholique bolivienne est divisée en un certain nombre de tendances. Les groupes dela hiérarchie les plus conservateurs expriment leur point de vue anti- socialiste dans le quotidien Presencia, tandis que le clergé orienté à gauche, particulièrement le groupe ISAL (Eglise et société en Amérique latine), s'est déclaré ouvertement pour la révolution socialiste. Il y a encore quelques ambiguïtés dans les formulations de l'ISAL concernant les possibilités pour les nationalistes révolutionnaires de se transformer en socialistes dans le processus de lutte. Néanmoins l'interaction constante entre prêtres et ouvriers a eu pour effet la radicalisation des prêtres. De plus, il ne fait pas de doute que la lutte des ouvriers pour le socialisme bénéficie des moyens additionnels (stations de radio, publications) et des orateurs organisés que l'ISAL et les chrétiens socialistes apportent au mouvement.

Le rôle des militaires .

L'armée est divisée en trois groupes : environ 40% soutiennent Torres, un autre 40% est à des degrés divers dans l'opposition, et environ 20% (surtout de jeunes officiers) est en faveur d'une politique plus "radicale", à condition qu'elle n'affecte pas la structure de l'armée.

Dans leur ensemble, les militaires sont de façon dominante un instrument de la politique des Etats-Unis et de la bourgeoisie bolivienne, profondément hostile au socialisme ouvrier, pour la raison évidente que les soldats perçoivent la révolution socialiste comme une menace à leur position institutionnelle. Torres partage la même loyauté à l'armée comme institution et a été de ce fait très reticent pour nettoyer des centres avérés de conspiration militaire et de subversion. Ce n'est qu'après des confrontations armées importantes que Torres a "mis à la retraite" ou envoyé à l'étranger (comme attachés militaires) des opposants militaires. Manquant d'une ferme base sociale populaire ou d'un parti, Torres s'appuie sur des hommes de confiance dans la direction de l'armée et sur sa capacité personnellle à gagner la popularité à travers des mesures spécifiques.

L'Impérialisme U.S. dans la situation présente.

Avec la mort de René Barrientos, les hommes d'affaires et faiseurs de politique nord-américains ont perdu un allié solide. Depuis lors, la politique U.S. a alterné entre des tactiques défensives et offensives. La nationalisation de la société Gulf Oil a acculé les Etats-Unisà la défensive une pression fut exercée, mais la décision fut maintenue: depuis la politique U.S. s'est orientée avec un succès considérable sur la demande d'une compensation "adéquate". Dans le même temps le putsch de Miranda d'octobre 1970 eut l'appui des intérêts U.S. et de l'ambassade. Avec Torres à la présidence, lesEtats-Usis se sont adaptés à la "nouvelle réalité" de deux façons : travailler avec les «developpementistes» et les militairesà l'intérieur du gouvernement pour limiter les changements, et en même temps garder le contact avec les milieux d'affaires de

droite, les organisations paysannes et les cabales militaires qui espèrent renverser Torres et rétablir un Etat policier du style Barrientos,

Le mouvement de guerilla et la révolution bolivienne.

Bien que les deux mouvements de guerilla de Bolivie - le groupe de 1967 conduit par Che Guevara et le groupe de Teoponte conduit par Chato Peredo en 1970 - furent défaits militairement, leurs effets indirects furent considérables Le mouvement de guerilla de 1967 provoqua des crises profondes dans l'université et dans l'Eglise, et à un moindre degré parmi les militaires : le mouvement étudiant, particulièrement la direction chrétienne démocrate, s'orienta nettement vers la gauche, en arrivant à la scission du parti et formant le noyau clé du groupe de guerilla de Teoponte en 1970. Des secteurs de l'armée commencèrent à s'intéresser à un programme "nationaliste" afin de répondre à une pression populaire croissante, d'autant plus que l'opération anti-guerilla était si visiblement influencée par les Nord-Américains. Le mouvement de guerilla de Teoponte devint actif durant la période de Ovando (1969-1970), coïncidant avec le mouvement du régime vers la droite faisant suite à la brève phase "nationaliste". Teoponte symbolisa l'engagement de nombreux jeunes étudiants catholiques dans la révolution socialiste. Bien que ce second groupe fut écrasé (certains tués, d'autres partant en exil,d'autres encore mourant de faim dans la jungle), il eut pour effet de radicaliser l'ensemble des étudiants, d'accroître les tensions sociales dans la société, et de précipiter la confrontation entre les forces militaires de droite et les forces populaires (principalement les syndicats) appuyées par les partisans de Torres dans l'armée L'échec de l'expérience de la guerilla et le succès de la mobilisation de masse contre les tentatives de coups d'Etat fascistes entraînèrent la conviction des militants révolutionnaires que la voie pour la révolution en Bolivie réside dans une combinaison de la mobilisation des masses et de la lutte armée. "Si la centaine de guerilleros armés avait été à la Paz en octobre, au lieu d'tre dispersés dans la jungle, la révolution aurait pu ne pas s'arrêter à Torres", me dit le frère de l'un des guerilleros tués. La théorie du foco rural pour les luttes révolutionnaires apparaît avoir perdu tout soutien en Bolivie aujourd'hui. Pour les étudiants révolutionnaires, le problème est de forger le plus de liens possibles avec la classe ouvrière (et à un moindre degré avec la paysannerie), de s'armer eux-mêmes et de se préparer à une confrontation décisive avec la droite.

Torres : Porte-parole d'un "capitalisme national" moribond

En dépit de sa rhétorique, le nationalisme révolutionnaire de Torres est profondément intégré dans la perspective d'un développement économique qui dépend des capitalistes nationaux - passant sous silence le fait que ces mêmes capitalistes "nationaux" soutiennent et travaillent avec l'impérialisme nord-américain et les militaires boliviens pour renverser le gouvernement de Torres . A l'occasion, Torres lui même a dénoncé l'activité contre-révolutionnaire du secteur privé, mais il croit encore qu'il peut travailler avec les entrepreneurs privés et les gagner à ses vues. Ses discours sur le rôle des capitalistes boliviens sont révélateurs: la critique des capitalistes boliviens a été jusqu'ici limitée à ceux des secteurs de l'entreprise privée qui ont activement soutenu les tentatives militaires de le renverser. Cependant lors d'une visite à une installation industrielle (FORNO), Torres révéla sans le vouloir la banqueroute du capitalisme bolivien. Il avait été informé par la direction de l'usine que FORNO avait besoin de l'aide financière de l'Etat pour survivre. Torres répondit que presque toutes les usines étaient au bord de la faillite; qu'elles demandaient toutes l'assistance de l'Etat sous forme de prêts, et qu'il y avait une limite aux possibilités de crédit de la Banque Centrale. Torres proposa que l'association des industriels (Chambre des industries) mène à bien une étude sur la situation économique et sur les besoins de l'industrie bolivienne de telle sorte que le gouvernement puisse avoir une idée des priorités industrielles En dépit de cette crise étendue et visible, Torres est encore lié à l'idéologie du "capitalisme national" et à ses prémisses: il a affirmé que son gouvernement "soutiendrait l'entreprise privée tant que celle-ci mènerait à bien sa fonction". En dépit de ses promesses" d'approfondir" la révolution, Torres ne peut concevoir de développement en dehors du cadre capitaliste. Suivre cette voie conduira inévitablement Torres à faire siennes les demandes des entrepreneurs privés pour "la loi et l'ordre". Incapable de développer la Bolivie sur la base d'un capital national moribond, il aura à se tourner vers les investisseurs étrangers comme source de crédits. L'alternative sera clairement posée dans le proche avenir : un Etat policier de l'entreprise privée ou le socialisme. Le "nationalisme révolutionnaire» ne dispose guère de confiance à long terme ni chez les ouvriers, ni chez les capitalistes, nationaux

ou étrangers car les uns et les autres comprennent à leur façon la réalité de la situation bolivienne.

Personne ne peut prédire réellement combien de temps Torres restera au pouvoir ou la date exacte de sa chute ; la situation politique est si fluide et le rythme du changement si rapide qu'un simple événement peut précipiter tout un ensemble de changements à longue portée, prenant tous les participants plus ou moins par surprise. Néanmoins, ce qui est clair est que Torres est assis sur un volcan: d'un côté une classe ouvrière résurgente qui est hautement radicalisée avec de solides victoires dans le proche passé et d'importants alliés dans la société; de l'autre côté, les militaires, la bourgeoisie et les Etats-Unis menacés et capables de réagir avec force, bien que peu assurés du résultat mais convaincus que seul un putsch militaire pourra contenir le déferlement de la révolution socialiste. Dans ce contexte politique et social la variante de Torres du nationalisme révolutionnaire a épuisé presque toutes ses possibilités comme force de rénovation. Le moment approche où les deux options réelles vont se confronter ou un Etat policier capitaliste ou le socialisme ouvrier.

Etude parue dans "Monthly Review" de juin 1971.

Traduction de souffles.



écrits de quelques condamnés à mort après la chute de la commune de Paris

souffles littéraires par **abdelwahab al bayati**

Abdelwahab Al Bayati, poète irakien, né en 1926. Un des principaux chefs de file du mouvement de renouvellement de la poésie arabe dans les années cinquante. Exerce une influence manifeste sur la génération poétique actuelle et notamment sur les poètes palestiniens. A publié une vingtaine de recueils dont «Théières brisées» (1954), «Gloire aux enfants et aux oliviers» (1956), «Paroles immortelles» (1960), «Le périple de la pauvreté et de la Révolution» (1966), «Celui qui vient et qui ne vient pas» (1968) et récemment «Les yeux des chiens morts» et «Journal d'un politicien professionnel».

Al Bayati a publié aussi un livre où il retrace son itinéraire de poète : «Mon expérience poétique» (1968).

De nombreux travaux universitaires et critiques ont été réalisés sur son œuvre, tant dans le monde arabe qu'à l'étranger. Certaines de ses œuvres ont été traduites dans plusieurs langues étrangères, notamment en russe, chinois, anglais, allemand, etc...

Le poème que nous donnons ci-dessous a été publié pour la première fois dans le journal Al Hadaf, Beyrouth, octobre 1971.

Les traducteurs du présent texte préparent actuellement un travail de synthèse et de traduction en français de l'œuvre d'Al Bayati qui sera publié chez P.J. Oswald éditeur, France, dans sa collection «Poètes des pays arabes».

1.

je suis né à l'ère des trahisons
aux temps de la douleur et des révolutions
mon père était un esclave, il est tombé mort sur sa charrue
et moi j'étais un poète errant
dans mon enfance je pourchassais le papillon de la lune
sur les terrasses des villes de cuivre
en son absence, je faisais résonner les cloches
dans mes poèmes, je creusais un tunnel
vers le ciel de mon village bleu
j'émigrais avec les oiseaux et les idiomes des livres des révolutionnaires
je suis né exorcisé, mes pieds transportaient le vent
mon cœur livré aux mains du destin
comme un marteau rouge
j'ai perçu dans la voyance de l'invisible
dans les étoiles qui pointent
et dans les épreuves des nuits : un oiseau carnassier surgissant avec l'aube s'abattant sur le troupeau
écartelant les légendes de ces cités défigurées dans la tempête du tonnerre et les serres d'acier
plantant son bec dans leur chair dentée
déployant ses ailes sur les ruines du vieux monde.
J'ai vu : les rois du monde, leurs valets
et la face des tyrans
terrorisés
encerclant les rebelles
et l'oiseau du tonnerre sans ailes
lancer un appel et s'abattre, éventré par un poignard empoisonné

2.

Mon père était un esclave, il est tombé mort sur sa charrue
mais sous le couperet du bourreau je meurs en martyr

3.

Que s'élèvent les drapeaux de la Commune de Paris
et que se lèvent de nouveau les pauvres de la terre

4.

sang sur les églises gothiques rouges
sang sur les cloches
sang sur les poèmes des pluies et des tableaux
sang sur les cahiers d'écoliers
sang sur Paris
se déversant en trombe sur les maisons
et tombe la neige

5.

je brise dans mes poèmes l'encerclement
[illegible] ces villes égorgées et loqueteuses

6.

De nouveau viendra le Christ fidèle
mais cette fois-ci, il viendra du pays de la nuit, de la neige, de derrière cette muraille criblée
voilà que je le vois dans l'éther se tenant à la porte du futur lointain
tenant d'une main une épée, de l'autre une branche d'olivier
déposant son crucifix sur les ruines du vieux monde

7.

Que Paris brûle
notre amour est une blessure et ce sang dans son ciel est une prophétie d'incendie

8.

dans ma prison le gardien m'a glissé un livre à la couverture noire
il n'avait pas de titre
il parlait de Saint Augustin
et des miracles de l'oiseau du tonnerre et des révélations d'un obscur prophète de Chine
je l'ai dissimulé sous ma chemise remerciant le gardien plongé dans son mutisme et son manteau usé

mes larmes ont séché avant de naître à mes yeux
j'ai écrit en marge du livre
une lettre à une femme inconnue

je l'avais aimée du temps de la jeunesse
je lui ai dit : O lac peuplé
de paroles d'amour, d'étoiles et de poissons
je lui ai dit : adieu
j'ai tracé dans les cahiers de la mort un talisman
j'ai embrassé ses yeux verts
je lui ai dit ... et le temps s'est coupé
l'ange est descendu sur Paris
et les morts se sont levés de leurs tombes
acclamant le Messie du monde nouveau
attendant le visiteur inconnu venant des poèmes d'amour et des ailes du printemps
couronné de feu et de neige
J'ai dit, mais la main de Saint Augustin
a béni l'enfant
dans le ventre de celle que j'ai aimée du temps de la jeunesse
je lui ai écrit dans les cahiers de la mort une longue lettre
qui parle de la douleur, de la présence
et des miracles de la lumière

9.

Que s'élèvent les drapeaux de la Commune de Paris
et que se lèvent de nouveau les pauvres de la terre

10.

la séparation fut la mort
elle venait avec l'aube pour extraire du coffre de ce corps
les joyaux
l'espoir voyageur
et la flamme de la vie
elle venait avec le bourreau
portant l'héritage de siècles qui ont brûlé leurs tyrans dans les foudres de la naissance
avec le dominateur de la nature, l'homme
enfante donc, mère !
mon cercueil sur le papillon de l'éclair se porte vers les champs et les forêts

sème-moi donc, comme des cendres au matin
dans les villes de la faim et aux temps de la douleur et des révolutions
je nais — à travers ce monde qui promet le déluge — de nouveau
avec les millions de ceux que leur longue attente torture
pour que se lève dans cette ville martyre
une nouvelle Commune

traduit par a. laâbi et m. bennis

l'appel de l'Orient (extrait)

par abdellatif laâbi

1.

Je cherche l'emplacement
de ce battement dans mon corps
je cherche la source
de cette voix dans mon gosier
je cherche l'épicentre
de ce séisme dans ma poitrine
cette hémorragie intérieure
cette tumeur
cet Orient
Je fouille dans mon cerveau
dans mes artères je poursuis cette pulsation
dans mon foie je traque cette vésicule
dans mes poumons ce ballon d'oxygène
cette source imprenable dans mes reliefs
cette circulation
cette tornade venue de l'est
cet Orient
Mais c'est mon corps indivisible
mais c'est ma voix de toujours
mais c'est mon sang qui coule
depuis les abattoirs chevauchant le Jourdain
depuis les citadelles du Golfe
depuis Jérusalem

2.

Il a neigé sur Jérusalem toute la nuit
Jérusalem dans mon rêve était insaisissable
elle portait le masque de la mort
et de la soldatesque
Jérusalem était barbare et sans nom
cachait ses tatouages
cachait ses dômes

ses seins d'offrande
pour ne montrer que son flanc ratissé
Dans mon rêve Jérusalem était agonisante
sur ses murailles guettaient les charognards
et ses fils pleuraient
le couteau sous la gorge
Jérusalem était belle
elle se tordait sur son lit de mort
repoussait le linceul préparé
refusait l'eau des ablutions finales
il avait neigé sur Jérusalem toute la nuit

3.

J'ai vu Damas Beyrouth
en deuil
mais ce n'était pas le deuil de Jérusalem
qui couvrait les murs de Damas et de Beyrouth
les inscriptions parlaient d'un homme
ignoraient la terre
et Jérusalem sa matrice
Damas Beyrouth
en files simiesques et tragiques
derrière les corbillards symboliques
du dernier pharaon
tombé sous les coups
du surmenage
et du Remords
Jérusalem saignait
puis brusquement
attaquée par un mirage
rejaillissait de l'autre côté du Jourdain
semblable et pourtant différente
Amman la relayait
tant le charnier était colossal

4.

Nuit
comme si la nuit
fatalement devait être

le lieu privilégié du crime
ruines — sangs
30.000 cadavres héroïques
30.000 étoiles filantes
illuminant l'aube cramoisie de l'Orient
l'arabe achevant l'arabe
l'espoir haché en mille effigies de la Honte
sur les armoiries rutilantes
des trônes vénéneux
ruines — sangs
Zarka rasée
les camps en flammes
aux pieds du Néron-Nabot-Roi-Mercenaire

5.

O Baghdad
nous avions proclamé pourtant
que c'est Babylone qui devait être détruite
et que nous allions construire sur ses ruines
la cité de la fraternité
et voilà que les hordes de l'Occident barbare
et de l'Orient barbare
se sont abattues sur les Justes
pour que règnent le Fric
et les robots d'outre-Atlantique
Baghdad O Damas
de quelle indifférence êtes-vous capables
de quelle froideur
vous saviez pourtant l'immense souffrance
de ce peuple
vous saviez pourtant
de quelle mission il était en train de s'acquitter
Damas O Baghdad
je sais maintenant que vous m'aviez menti
je sais que les palais se repeuplent
je sais maintenant
quel stupre lugubre se cache dans vos entrailles

6.

J'imaginais le Caire
rebelle
forte de ses millions de bras et de chants
et le peuple du Nil en autant de voiles gonflées
à l'assaut du ciel
éparpillant la horde
mais la patrie de toutes les renaissances
ressemblait à une vaste prison
où des généraux défaits
avaient parqué leur peuple
et à la porte de laquelle
ils s'agenouillaient devant l'ennemi
pour signer leur acte de reddition
Le Caire terrassée
comme un poignard fulgurant dans le dos
comme une gorgée d'eau refusée au condamné

7.

O fraternité rigide
nous avons tout à réinventer maintenant
après les traitrises monumentales
et la chute des masques
mais c'est une nouvelle logique qui gronde
elle fleurit d'abord
sur la bouche des canons
des nouveaux voilés
qui repeuplent notre histoire
nous vengerons l'espoir et la lumière
nous vengerons les avortements historiques
d'abord la parole
d'abord les certitudes arrachées à la nuit
d'abord l'Arme
Nous n'étions donc pas morts
de nos montagnes
des camps et des grottes d'internement

s'élèvent déjà
les voix canonnières des déshérités
la voix tocsin général des travailleurs
s'élèvent déjà
les poings et les index
où s'accumule la soif ardente
de tous nos déserts coalisés
la soif d'armes et de cibles
localisées déjà
sur l'itinéraire de nos plaies
et dans la topographie du futur foudroyant ...

Rabat, septembre 1971


liaison

union nationale

des Ingénieurs

Rabat

CHARTE

Les ingénieurs marocains, pleinement conscients de leur rôle au sein de la société marocaine et de responsabilité qui leur incombe et désireux d'inscrire leur action dans la réalité économique et sociale du Maroc, créent l'UNION NATIONALE DES INGENIEURS, l'U.N.I.

L'U.N.I. constituera un cadre de reflection collective devant aboutir à une prise de conscience des problèmes nationaux et se propose par des analyses objectives, de définir une position et une action à entreprendre face à toute situation politique, économique ou sociale au sens large.

Depuis l'accession à l'indépendance politique, le Maroc vit dans un état de dépendance économique et culturelle.

Les ingénieurs marocains sont réduits à un rôle de figurants ou d'exécutants dans une économie où les décisions importantes sont prises ailleurs.

Dans une telle situation, la tentation est grande pour l'ingénieur de vouloir s'affirmer et prétendre résoudre les problèmes de notre sous développement par un technicisme naïf et un carriérisme intrigant.

L'U.N.I. permettra aux ingénieurs marocains d'échapper à la tentation de l'individualisme égoïste prétendu apolitique, en les regroupant au sein d'une union responsable et engagée participant à la libération nationale.

L'ingénieur marocain doit être convaincu que sa condition n'est pas spécifique et isolée, que son silence est approbation donc complicité.

Pour rompre ce silence, l'U.N.I. non seulement procèdera à des études objectives des problèmes cruciaux du Maroc, mais les diffusera le plus largement possible.

Consciente du rôle de l'université dans la formation tendancieuse des cadres actuels, l'U.N.I. définira les objectifs d'un enseignement au service de l'intérêt national.

L'U.N.I. tissera des liens avec toutes les organisations nationales œuvrant dans le même sens.

